

Rapports au Conseil  
Halifax, N.-É.  
Les 13 et 14 août 2011



# Rapports au Conseil août 2011

<b>Rapport du président.....</b>	<b>6</b>
<b>Rapports des présidents et présidentes de divisions.....</b>	<b>8</b>
ALBERTA.....	9
COLOMBIE-BRITANNIQUE.....	10
MANITOBA.....	11
NOUVEAU-BRUNSWICK.....	13
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR.....	14
TERRITOIRES DU NORD-OUEST.....	16
NOUVELLE-ÉCOSSE.....	18
NUNAVUT.....	19
ONTARIO.....	20
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD.....	23
QUÉBEC.....	24
SASKATCHEWAN.....	25
YUKON.....	28
ACCJE.....	30
<b>Rapports des comités permanents.....</b>	<b>31</b>
COMITÉ DES PRIX ET RÉCOMPENSES.....	32
COMITÉ DES COMMUNICATIONS.....	33
DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL.....	36
COMITÉ PERMANENT SUR L'ÉGALITÉ.....	37
COMITÉ PERMANENT DE DÉONTOLOGIE ET DE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE.....	39
COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL.....	40
COMITÉ PERMANENT CHARGÉ DES QUESTIONS DE RÉMUNÉRATION DES JUGES.....	42
JOURNÉE DU DROIT.....	43
COMITÉ DE LIAISON DE L'AIDE JURIDIQUE.....	45
LÉGISLATION ET RÉFORME DU DROIT.....	46
COMITÉ DU RECRUTEMENT.....	49
COMITÉ PERMANENT DES SERVICES JURIDIQUES BÉNÉVOLES.....	50
COMITÉ DES RÉOLUTIONS, CONSTITUTION ET RÈGLEMENTS.....	51
COMITÉ DE LIAISON AVEC LA COUR SUPRÊME DU CANADA.....	52
<b>Comités spéciaux.....</b>	<b>53</b>
GRUPE DE TRAVAIL NATIONAL DE L'ABC SUR LES RECOURS COLLECTIFS.....	54
GRUPE DE TRAVAIL DE L'ABC SUR LES CONFLITS D'INTÉRÊTS.....	55
COMITÉ DE LIAISON ENTRE LA MAGISTRATURE DE LA COUR FÉDÉRALE ET LE BARREAU.....	57
COMITÉ DE LA COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT ET DU BARREAU.....	58
GRUPE DE TRAVAIL SUR L'INDEMNISATION SANS ÉGARD À LA RESPONSABILITÉ.....	59

<b>Comités de rédaction.....</b>	<b>60</b>
LA REVUE DU BARREAU CANADIEN .....	61
<b>Sections nationales .....</b>	<b>62</b>
CONSEIL DES SECTIONS NATIONALES.....	63
DROIT DES AUTOCHTONES .....	66
DROIT ADMINISTRATIF.....	67
DROIT AÉRIEN ET SPATIAL.....	68
PRÉVENTION ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.....	69
DROIT DE LA FAILLITE ET DE L'INSOLVABILITÉ .....	71
DROIT DES AFFAIRES .....	72
ORGANISMES DE BIENFAISANCE ET À BUT NON LUCRATIF .....	74
DROIT DE L'IMMIGRATION ET DE LA CITOYENNETÉ .....	76
TAXES DE VENTES ET À LA CONSOMMATION .....	81
DROIT DE LA CONCURRENCE.....	82
DROIT CONSTITUTIONNEL ET DROITS DE LA PERSONNE.....	84
DROIT DE LA CONSTRUCTION .....	85
DROIT PÉNAL .....	86
DROIT DES AÎNÉS.....	89
DROIT DE LA FAMILLE .....	90
DROIT DE LA SANTÉ.....	92
DROIT DES ASSURANCES .....	94
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	95
DROIT INTERNATIONAL .....	97
DROIT DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI .....	98
GESTION DE LA PRATIQUE DU DROIT ET TECHNOLOGIE .....	100
DROIT MARITIME .....	101
DROIT DE L'INFORMATION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.....	102
DROIT MILITAIRE .....	103
DROIT MUNICIPAL .....	105
DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES .....	106
RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES SOCIAUX .....	107
DROIT DE LA VIE PRIVÉE ET DE L'ACCÈS À L'INFORMATION.....	109
DROIT IMMOBILIER.....	110
DROIT FISCAL .....	112
TESTAMENTS, SUCCESSIONS ET FIDUCIES .....	113
<b>Conférences .....</b>	<b>114</b>
PRÉSIDENTS ET PRÉSIDENTES DE CONFÉRENCES.....	115
FORUM DES JUGES CANADIENS .....	116
CONFÉRENCE DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE COMMON LAW DE L'ABC.....	117
FORUM DES JURISTES EXERÇANT EN PETITS CABINETS, SEULS OU EN PRATIQUE GÉNÉRALE .....	118
PROGRAMME D'AIDE AUX JURISTES .....	120
JURISTES DU SECTEUR PUBLIC.....	121
CONFÉRENCE SUR L'IDENTITÉ ET L'ORIENTATION SEXUELLES.....	122
FORUM DES AVOCATES .....	123
JEUNES AVOCATS ET AVOCATES – ABC.....	125



# Rapport du président

# **RAPPORT DU PRÉSIDENT**

---

ROD SNOW

Sera présenté à la réunion du Conseil.

# Rapports des présidents et présidentes de divisions

# ALBERTA

---

## PRÉSIDENTE : ANALEA WAYNE

1. Il nous fait plaisir d'annoncer que **Steven Mandziuk, c.r.**, de la société *Finning (Canada)*, a été élu sans opposition au poste de secrétaire de la Division de l'Alberta de l'ABC pour l'année 2011-2012.
2. Les travaux et les réussites de nos sections, lors d'activités en personne ou en ligne, constituent pour nos membres autant d'occasions de formation.
3. Nous continuons de participer à de nombreux projets qui avantagent nos membres, des stagiaires aux membres chevronnés de la magistrature. Nous continuons de transmettre les salutations de l'ABC aux cérémonies d'assermentation des nouveaux juges de la Cour provinciale, de la Cour du Banc de la Reine et de la Cour d'appel. Il nous fait d'ailleurs plaisir d'annoncer qu'un ancien président de l'ABC-Alberta, **Don Higa, c.r.**, a été nommé juge de la Cour provinciale de l'Alberta. La cérémonie d'assermentation a eu lieu le 8 juin 2011.
4. La **Journée du droit 2011** a connu un succès retentissant partout dans la province. Plusieurs activités ont eu lieu : démonstrations de procès (civils, criminels, familiaux, entre autres), visites de palais de justice, kiosques d'information et mini-conférences, cérémonies à la Cour de la citoyenneté, concours d'art oratoire pour élèves d'écoles secondaires, concours d'affiches pour élèves d'écoles primaires et concours de procès simulés pour équipes dans les écoles secondaires. Avec la secrétaire de la Division, **Marian De Souza**, j'ai eu la chance de participer aux cérémonies d'assermentation de 200 nouveaux citoyens canadiens à Calgary et Edmonton.
5. L'ABC-Alberta continue de collaborer avec des partenaires dans nos communautés, y compris l'*Alberta Lawyers' Assistance Society (ASSIST)* et Pro Bono Law Alberta (dont les directeurs exécutifs sont respectivement **Marian de Souza** et **Gillian Marriott, c.r.**) en participant à des projets juridiques tels les activités *Pro Bono – Raising The Bar* à travers la province.
6. Les feux de forêt qui ont ravagé la région de Slave Lake nous ont aussi mobilisés. Les avocats de la région ont subi d'énormes pertes personnelles et professionnelles. Leurs maisons et bureaux ont été incendiés. Nous discutons présentement des moyens de venir en aide aux avocats de Slave Lake, et cherchons des moyens d'aider les citoyens à obtenir une assistance juridique dans leurs réclamations de pertes.
7. Enfin, notre plus récente réunion du Conseil a eu lieu le 12 mai 2011. Cette réunion, une idée de notre vice-président, **Jeff Wise**, visait le développement d'un plan stratégique de restructuration des assemblées du Conseil ainsi que des moyens de mieux réaliser notre mission et notre plan stratégique; en un mot, revigorer notre Division. Avec l'aide de *ibis communications*, cette réunion fut une grande réussite et nous permettra d'améliorer la mise en œuvre de notre mandat, d'augmenter l'effectif et d'augmenter le niveau de satisfaction des membres.

# COLOMBIE-BRITANNIQUE

---

PRÉSIDENT : STEPHEN MCPHEE

## Recrutement

L'effectif de la Division de la Colombie-Britannique se maintient. Cette année, nous avons mis l'accent sur les grands cabinets et j'ai eu des rencontres fructueuses avec des associés directeurs au sujet des services qu'offre et que pourrait offrir la Division. Les associés directeurs ont apprécié cet effort d'aller les rencontrer et d'obtenir leurs commentaires; ils y voient une indication que la Division est sensible à leurs besoins.

## Succès

La publication du rapport de la Public Commission on Legal Aid (Commission publique sur l'aide juridique), le 8 mars 2011, a suscité beaucoup d'intérêt en C.-B. et dans l'ensemble du pays. Nous avons rencontré le nouveau Procureur général, Len Daoust, c.r., pour entreprendre un dialogue de suivi sur les recommandations. De plus, nous tentons d'intéresser le public à ce dossier en utilisant les sommes obtenues du Fonds pour le Droit de demain dans le cadre du projet d'aide juridique.

Nous avons maintenant 78 sections et forums. Nos programmes de développement professionnel sont en constante croissance. L'accent que nous mettons sur l'offre de DP en milieu rural a permis de créer plus de partenariats avec les barreaux locaux et les barreaux de comté, et nous avons une nouvelle politique sur les tarifs pour associés qui fait de nous une option attrayante.

Nos efforts de lobbying sur les prêts étudiants se poursuivent et nous avons réussi à identifier un champion au sein du caucus gouvernemental. Notre Comité des relations avec le gouvernement a mis de l'avant une stratégie que nous poursuivons.

Le programme Rural Education and Access to Lawyers (REAL) a de nouveau permis d'offrir des postes de stagiaires à 21 étudiants cet été. Une réception pour les avocats et étudiants ruraux dans le cadre de notre réunion provinciale de mars 2011 nous a valu beaucoup d'éloges.

Nous continuons de surveiller et de participer aux réformes législatives et réglementaires y compris les règles des tribunaux civils et familiaux, la nouvelle Family Relations Act et la Limitations Act. Nos services judiciaires s'intéressent aux pénuries et retards à la Cour provinciale.

Les membres à la retraite nous demandent de les aider avec la planification successorale et l'obtention de meilleurs régimes d'avantages sociaux pour les avocats plus âgés. Nous nous attaquerons à ces questions au cours de la prochaine année.

La 6e conférence annuelle de la Division aura lieu à Las Vegas, Nevada, du 18 au 20 novembre.

# MANITOBA

---

## PRÉSIDENT SORTANT : ANTHONY J. KAVANAGH

**Recrutement** – La Division manitobaine compte près de 1 300 membres. Cela représente une légère hausse depuis 2010 et un taux de pénétration frisant les deux tiers. Notre Programme de mentorat (jumelage d'étudiants en droit avec des avocats) constitue un excellent outil de recrutement. Tant les étudiants que les avocats doivent être membres de l'ABC pour en faire partie. Les procureurs de la Couronne du Manitoba ont réussi à faire prolonger un soutien financier de l'employeur pour leur adhésion à l'ABC. Nous avons constaté une croissance dans ce secteur. Tous les juges, à l'exception d'un membre de la Cour provinciale, ont adhéré à l'ABC. Pour encourager la participation et le recrutement de membres ruraux, l'Association du Barreau manitobain offre des rabais sur les frais de déplacement aux membres exerçant à l'extérieur de Winnipeg pour qu'ils puissent assister aux réunions de DP, aux webémissions de DP et aux réunions de DP par téléconférence. Nous avons aussi organisé des réunions avec différents cabinets pour les sensibiliser aux avantages de l'adhésion à l'ABC.

**Collecte de fonds et profil communautaire** – L'ABM continue de soutenir sa production conjointe avec le *Manitoba Theatre Centre*. Tous les membres de la distribution doivent être membres de l'ABC. Cette année, la pièce *Gypsy* a permis d'amasser jusqu'à maintenant près d'un million de dollars au profit du *Manitoba Theatre Centre*. Un chèque de 10 000 \$ a été présenté en janvier 2011 à une banque alimentaire locale, *Winnipeg Harvest*. L'ABM a entrepris durant l'année une série d'assemblées publiques à Brandon, Steinbach, Thompson et Winnipeg. Après toutes ces assemblées, l'ABM produira un rapport sur les enjeux soulevés.

**Communications, DP et services aux membres** – La Division a publié dix numéros de son bulletin *Headnotes & Footnotes*. La page Web de l'AMB et l'ajout de liens de médias sociaux pour des activités précises ont renforcé la communication. La Journée du droit a connu un succès retentissant à Winnipeg, Brandon et Dauphin; certaines activités ont aussi eu lieu dans les localités plus petites. L'Assemblée de la mi-hiver 2011 de l'ABM, qui a eu lieu à la fin de janvier, a accueilli un nombre élevé de participants : on y a présenté le prix pour services exceptionnels à Ronald Penner, CD, c.r., ancien procureur général et doyen de la Faculté de droit de l'Université du Manitoba. L'ABM a organisé son tournoi annuel de curling et un tournoi de golf au bénéfice d'organismes de bienfaisance. Les programmes de DP de la mi-hiver et les réunions régulières de sections comptent parmi les plus populaires services aux membres.

**Affaires gouvernementales** – L'ABM poursuit ses rencontres avec le ministre de la Justice et Procureur général du Manitoba, et se réunit régulièrement avec le critique de l'Opposition en matière de justice. Ces réunions permettent un échange d'idées efficace et gardent ouvertes les voies de communication avec le bureau du ministre et son personnel. Les sections communiquent fréquemment avec des représentants du gouvernement au sujet de questions législatives. Par exemple, nous avons soulevé le besoin de modifications au financement des services d'aide juridique et à la pénurie d'avocats à l'extérieur de Winnipeg, ainsi que d'autres enjeux relatifs à l'accès à la justice.

**La magistrature** – Nous entretenons des rapports très positifs avec les juges en chef des différents tribunaux. Notre dîner annuel avec les juges en chef et juges en chef associés de tous les tribunaux, dans une ambiance moins officielle, nous donne l'occasion de discuter franchement de questions d'intérêt commun. La Section des jeunes avocats de l'ABM a

organisé son très populaire dîner annuel des juges. Des comités officiels avec la Cour du Banc de la Reine et les cours provinciales permettent d'aborder des questions intéressant la profession et les tribunaux. L'ABM est invitée à prononcer une allocution à toutes les cérémonies d'assermentation et à participer au processus officiel de sélection des juges et protonotaires de la Cour provinciale.

**Enfin**, merci à Stacy Nagle, directrice exécutive de l'ABM, au personnel du bureau national de l'ABC, à mon exécutif et au Conseil de division, au Bureau d'administration et aux très, très nombreux bénévoles qui travaillent à promouvoir les objectifs de l'ABC.

# NOUVEAU-BRUNSWICK

---

Non soumis

# TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

---

## PRÉSIDENTE : JANIE BUSSEY

La Division de Terre-Neuve-et-Labrador de l'ABC a été fort active cette année avec plusieurs projets et activités sociales (voir ci-dessous). Un gros merci au Comité exécutif et à tous les bénévoles.

**Sections :** De nombreuses activités de sections ont eu lieu cette année. L'un des faits saillants fut le lancement du Forum des avocates de la province, une merveilleuse soirée où les avocates chevronnées de la Division ont partagé leur expérience et leur sagesse avec leurs collègues.

**Visites de courtoisie :** Avec la vice-présidente, Susan Gover, j'ai été très occupée à la réunion d'automne des membres de la magistrature où nous avons rencontré le juge en chef Green, de la Cour suprême de Terre-Neuve-et-Labrador (Division d'appel), le juge en chef Osborne, de la Cour suprême de Terre-Neuve-et-Labrador (Section de première instance), le juge en chef Pike, de la Cour provinciale, et l'honorable Felix Collins, ministre provincial de la Justice, pour discuter des préoccupations de nos membres.

**Recrutement :** Cette année, la Division a été invitée à faire une présentation sur l'ABC devant les juges de la Cour provinciale, de la Cour suprême et de la Cour d'appel. Nous étions ravis d'avoir l'occasion d'expliquer aux juges les nombreux avantages de l'adhésion à l'ABC.

**Bénévolat :** Le Comité des services juridiques bénévoles a entrepris un projet pilote de services juridiques bénévoles qui doit débiter en septembre 2011. Dans le cadre de ce projet, des avocats bénévoles conseilleront des personnes qui se sont présentées en cour sans avocat et qui ont été dirigées par le juge vers les services *pro bono* de l'ABC de Terre-Neuve-et-Labrador. Merci au Comité des services juridiques bénévoles d'avoir proposé ce projet.

**Cours d'admission au Barreau :** En novembre, la Division a complété sa présentation annuelle aux étudiants des cours d'admission au Barreau. Nous étions heureux d'avoir l'occasion de rencontrer nos nouveaux avocats pour les informer des activités de l'ABC et des avantages d'y adhérer. Après l'examen d'admission, la Division a offert une réception pour les étudiants, leurs administrateurs, les juges, les représentants du Barreau et les professeurs des cours.

**Activités sociales :** Au mois de décembre, la Division a organisé deux activités sociales très réussies : la réception annuelle du temps des Fêtes du président, fort appréciée des membres, et le *Young Lawyers Holiday Social*, le 20 décembre. Une quarantaine de jeunes avocats et avocates étaient présents, y compris des étudiants de Terre-Neuve-et-Labrador inscrits à l'Université Dalhousie et à l'Université du Nouveau-Brunswick.

**Assemblée de la mi-hiver 2011 :** L'Assemblée de la mi-hiver 2011 a eu lieu à St. John's au mois de mars. À l'ordre du jour, entre autres, une séance de DP sur la prévention et le règlement des différends, un déjeuner avec l'honorable Felix Collins, ministre de la Justice et Procureur général, et un dîner avec présentation du Prix d'excellence en journalisme.

Durant l'Assemblée de la mi-hiver, la Division a aussi accueilli le président de l'ABC, Rod Snow. Pendant son séjour, j'ai eu l'occasion de visiter avec lui le juge en chef Pike et le juge en chef adjoint Hyslop pour discuter de dossiers identifiés par nos membres.

**Chasse aux oeufs et brunch de Pâques** : La chasse aux œufs de Pâques et le brunch de Pâques ont eu lieu le dimanche, 17 avril. Plusieurs membres et leurs familles ont participé à cette activité annuelle. L'AABC a généreusement commandité l'événement une fois de plus et tous se sont bien amusés.

**Réunion générale annuelle** : La réunion générale annuelle de la Division aura lieu du 14 au 16 juillet à St. John's. À l'ordre du jour : une séance de développement professionnel, un déjeuner avec conférenciers de la série *Republic of Doyle* (de CBC), un après-midi de golf et la présentation du *Distinguished Public Service Award*.

# TERRITOIRES DU NORD-OUEST

---

PRÉSIDENTE : ELAINE KEENAN BENGTS

Il nous fait plaisir de présenter les faits saillants des activités de la Division des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.) de l'ABC au cours des six derniers mois, depuis notre rapport lors de la Mi-hiver à Charlevoix.

1. Notre assemblée générale d'hiver a eu lieu à Yellowknife le 11 février. Nous y avons reçu des rapports d'activités de sections et entendu une présentation d'Anita Kapoor, coordonnatrice de l'AABC avec le Groupe Silverberg, au sujet de changements à la *Personal Insurance Company* et concernant d'autres produits.
2. Nous avons réagi aux critiques dirigées vers la magistrature au sujet des pratiques de détermination de la peine en justice criminelle.
3. À titre de présidente de la Division, j'ai été invitée et j'ai eu le plaisir de participer à l'*Alberta Law Conference*, à Edmonton, où j'ai fort apprécié l'hospitalité de la Division de l'Alberta. Merci à Analea et aux autres membres de la Division de l'Alberta.
4. Nous avons organisé un certain nombre de programmes de développement professionnel, y compris :
  - Histoire juridique et constitutionnelle des T.N.-O. - Partie II
  - Preuve d'experts
  - Requêtes en tutelle
  - Atelier sur les traumatismes indirects (conjointement avec le Barreau, en partenariat avec le bureau régional du Service des poursuites pénales du Canada (SPPC) des T.N.-O.)
  - Changements climatiques : une perspective internationale
  - Exécution légale des obligations
5. Un appel de mises en candidature pour le poste de secrétaire-trésorier et pour le Conseil de la Division a été diffusé aux membres. En septembre, Malinda Kellett assumera la présidence et Jeannette Savoie accédera au poste de vice-présidente.
6. Grâce aux efforts de notre directrice exécutive, Linda Whitford, et de notre présidente sortante, Janice Walsh, qui a fait le travail préparatoire, nous avons recruté 11 membres de plus. Cela représente une augmentation de 34 % de l'effectif en deux ans!! Ce succès s'explique en bonne partie par notre capacité de convaincre les avocats et avocates du secteur public de la valeur d'adhérer à l'ABC. Les nouveaux venus proviennent presque tous du SPPC. Nous préparons un programme pour attirer à l'ABC les avocats et avocates du gouvernement des T.N.-O., et espérons faire état d'une autre augmentation de 15 % de l'effectif d'ici quelques mois.
7. Les célébrations de la Journée du droit dans les T.N.O. étaient concentrées à Yellowknife. Au-delà des conférences offertes aux élèves d'écoles secondaires sur la pratique du droit, plusieurs membres ont organisé une vente de plats maison à un mail

commercial du centre-ville et donné des feuillets de renseignements juridiques au public tout en amassant environ 350 \$ pour le refuge local des femmes.

8. Nécrologie : La communauté juridique des T.N.-O. a fait ses adieux à l'un de ses plus anciens membres, Donald M. Cooper, décédé le 28 mars 2011 après un long combat contre le cancer. M. Le juge Cooper exerçait le droit à Yellowknife depuis 1975 et avait contribué à la croissance d'un des cabinets juridiques les plus en vues des Territoires du Nord-Ouest, ainsi qu'à la structure même des Territoires. Il nous manquera.
9. D'ici un mois, la communauté juridique dira aussi au revoir à M. le juge John Z. Vertes, qui prendra sa retraite après 21 ans au sein de la magistrature. Une rencontre aura lieu à la fin de juin pour souligner le départ de M. le juge Vertes.
10. Prochaines activités de l'ABC :
  - Assemblée générale d'été de la Division des T.N.-O. – 28 juin 2011
  - Barbecue annuel de la Division – 28 juin 2011
  - CJC à Halifax, en août 2011
  - Dîner du (de la) président(e) de la Division des T.N.-O. et du Barreau, septembre 2011
  - Programme sur la défense de l'intérêt public – septembre 2011

MERCI : Un merci bien spécial à notre personnel et à ceux et celles qui ont pris le temps d'œuvrer bénévolement au service des sections, des conférences, de l'Exécutif et du Conseil de l'ABC, ainsi que pour les activités de DP. Sans cet apport et ce dévouement, rien de tout cela ne serait possible!

# NOUVELLE-ÉCOSSE

---

Non soumis.

# NUNAVUT

---

Non soumis.

# ONTARIO

---

PRÉSIDENT : LEE AKAZAKI

**[Ce rapport est un résumé]**

## **Priorités de l'ABO en 2010-2011**

Nous avons ciblé trois domaines prioritaires : 1) faire de l'ABO une organisation davantage provinciale; 2) encourager l'adhésion universelle aux sections; et 3) la promotion des femmes dans la profession juridique.

## **Communications, marketing, interventions législatives**

### ***Interventions législatives***

Cette année, entre autres activités, les groupes de travail de l'ABO ont commenté de nombreux projets gouvernementaux :

1. Projet de loi 179. Loi de 2011 favorisant la fondation de familles et la réussite chez les jeunes
2. Réponse au rapport final du Comité d'experts sur les déficiences invalidantes
3. Projet de loi 151. Loi de 2011 sur la modernisation du régime de tenure forestière en Ontario
4. Projet de loi 160. Loi de 2011 modifiant des lois en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail
5. Projet de règlement concernant le partage des avoirs de retraite après la rupture du mariage
6. Mémoire de l'ABO sur la gestion des demandes de renseignements et des plaintes des bénéficiaires de régime
7. Justice pour les petites entreprises et les familles de l'Ontario – mémoire de l'ABO sur les consultations prébudgétaires du Comité permanent des finances et des affaires économiques
8. Mémoire présenté au groupe de travail du Barreau du Haut-Canada sur le dégroupage des services juridiques
9. Mémoire à propos de l'examen, par l'honorable Roy McMurtry, de la Loi sur la protection des ouvrages publics
10. Projet de loi 120. Loi de 2010 sur la pérennité des prestations de retraite
11. Projet de loi 122. Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic
12. Mémoire à propos de l'Examen de la Déclaration de principes provinciale
13. Loi de 2009 sur la responsabilisation et la gouvernance des tribunaux décisionnels et les nominations à ces tribunaux
14. Projet de loi 65. Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif

## **Publications**

Le magazine bimestriel de l'ABO, En bref, est publié six fois l'an. L'ABO publie également des douzaines de bulletins de sections. Une page de photos, prises aux activités de l'ABO, a été ajoutée à notre site Web. Le nouveau site Web du Centre de conférences a été lancé en juillet et peut être visionné à [www.obaconferencecentre.org](http://www.obaconferencecentre.org).

## **Journée du droit**

L'ABO s'est fortement impliquée, assurant des juges bénévoles et des ressources juridiques à des écoles partout en Ontario. Un nouveau site [www.lajourneedudroit.ca](http://www.lajourneedudroit.ca), lancé au début de novembre, permet d'échanger et de diffuser des renseignements, de s'inscrire aux programmes et d'établir des liens par nos pages de médias sociaux.

## **French Without Tears**

Les participants aux classes de débutants et à la classe intermédiaires 1 ont reçu un CD du cours pour faciliter la compréhension et la prononciation. Le programme de dix semaines se déroulait à l'Université Saint-Paul, à Ottawa.

## **Comité des langues officielles**

Au cours de l'été, avec le départ de membres de longue date du comité, une nouvelle relève est en place. Celle-ci inclut des membres chevronnés du Barreau ainsi que des jeunes avocats et des représentants d'associations étudiantes francophones.

## **Médias sociaux**

Après le lancement réussi de la nouvelle chaîne ALERT de Justice Youtube et de plusieurs pages d'événements pour les programmes de sections et un programme conjoint avec le Barreau du Haut-Canada, un groupe de l'ABO est en préparation pour Facebook et LinkedIn.

## **Développement professionnel (DP, sections et activités régionales)**

L'ABO a tenu 21 programmes de développement professionnel durant l'année, dont plusieurs ont attiré plus de 100 participants. Ces programmes ont eu lieu dans différentes villes de la province (Toronto, Ottawa, Windsor, Kitchener, etc.) et ont touché une variété de champs de droit, y compris citoyenneté et immigration, fiducies et successions, litige civil et droit du secteur public. Environ 450 personnes ont assisté au dîner de remise du Prix d'excellence en litige civil, le 29 septembre 2010. La récipiendaire était Bonnie Tough.

La 36e conférence annuelle de l'Institut de formation juridique permanente de l'ABO, qui avait lieu à Toronto, a connu un succès retentissant avec plus de 2 000 inscriptions. Fort de 24 programmes et de 250 conférenciers invités, c'est le plus grand rassemblement annuel d'avocats au Canada.

L'ABO a beaucoup investi dans sa capacité de webinaires, et remercie l'ABC d'avoir priorisé les travaux de renforcement de sa capacité de commerce électronique pour permettre un lancement complet des nouveaux programmes Web de l'ABO. Le programme de mentorat est également en cours à travers la province.

## **Recrutement**

L'effectif a augmenté en dépit de la perte de certains cabinets à adhésion universelle. Un des trois grands cabinets torontois qui avaient mis fin à l'universalité a reconsidéré et inscrit 131 de ses 134 avocats. Cette décision témoigne du succès des efforts conjoints de l'ABO et de l'ABC en vue de convaincre les grands cabinets des avantages de l'adhésion à l'ABC/ABO.

Des membres du Comité de recrutement sont à pied d'œuvre dans plusieurs localités pour inciter les membres à renouveler leur adhésion. Tous les 2 500 membres étudiants sont désormais inscrits à la Division des jeunes avocats et avocates. Les étudiants peuvent également choisir d'adhérer à deux sections. Le nombre d'adhésions étudiantes a beaucoup augmenté au cours de la dernière année.

### **Réunion d'automne du Conseil de l'ABO à Gravenhurst**

La réunion d'octobre 2010 a été un succès complet sur le plan de la participation des membres du Bureau et du Conseil. La réunion portait sur le développement de projets pour combler les écarts régionaux au sein de l'ABO.

## **Administration**

L'ABO était fière d'accueillir à Niagara Falls la Conférence juridique canadienne de l'ABC. Le comité organisateur de l'Ontario, présidé par Shelley Timms et Dan Pinnington, secondés par Paul Sweeny, Jamie Trimble et plusieurs autres, a fait de l'excellent boulot.

## **Les femmes et le droit**

L'ABO a entrepris d'organiser des activités visant à promouvoir l'avancement professionnel des avocates. L'ABO a notamment formé un partenariat avec des organisations telles Women's Law Association et Young Women in Law.

## **Prix de l'ABO**

Les prix de l'ABO, présentés le 28 avril à l'occasion d'un gala au Hyatt Park de Toronto, ont été remis aux récipiendaires suivants :

- Prix du Président de l'ABO – Women's Legal Education and Action Fund (LEAF)
- Prix de bénévolat Linda Adlam Manning – Alayna Miller
- Prix de l'ABO pour services exceptionnels : le regretté John Hodgson; l'hon. Heather McGee; et Eugene Meehan
- Médaille Mundell du Procureur général pour rédaction juridique – Prof. Constance Backhouse

# ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

---

Non soumis

# QUÉBEC

---

## PRÉSIDENT : GERRY APOSTOLATOS

Parmi les réalisations de cette année, signalons en premier lieu la modernisation de notre structure administrative suite à l'adoption de nouveaux règlements, mieux adaptés à la réalité de notre Association. Au chapitre des renouvellements importants : le remaniement de la direction. En effet, une nouvelle direction générale est aux commandes de l'ABC-Québec (« Division »), un poste en communications a été créé, et l'équipe entière a revu ses définitions de tâches. Le tout compose une permanence fort dynamique prête à faire face aux défis stimulants qu'annonce l'année 2011-2012.

Cette année, plusieurs activités ont connu un franc succès. Citons entre autres le Dîner présidentiel tenu sous la présidence d'honneur de l'honorable Louise Mailhot, pionnière du droit et première femme nommée à la Cour d'appel du Québec, à Montréal. M<sup>e</sup> Rod Snow, président national de l'ABC, et M<sup>e</sup> R. Lee Akazaki, président de l'Association du Barreau de l'Ontario, ont participé au Dîner qui s'est affiché complet. D<sup>re</sup> Samantha Nutt, fondatrice et directrice générale de l'organisme War Child Canada, a prononcé une conférence portant sur les ravages de la guerre, de la famine et de la pauvreté, ainsi que sur le rôle des avocats dans l'avancement des droits de la personne sur la scène internationale. Le prix Jules-Deschênes a été remis à M<sup>e</sup> Michèle Gamache pour reconnaître son dévouement exceptionnel et son esprit d'équipe dans le cadre de son engagement continu au sein de la Division. Le Comité Égalité a également souligné les 25 ans de l'article 15 de la Charte canadienne des droits et libertés en organisant une conférence intitulée *Le droit à l'égalité, les défis du XXI<sup>e</sup> siècle : réflexions et discussion*, présentée par le juge en chef du Québec, l'honorable Michel Robit et l'ancien juge en chef de l'Ontario, l'honorable Roy McMurtry

Le Comité exécutif s'est doté formellement cette année d'un plan de communications. Ce plan propose une série de stratégies qui permettront notamment à la Division de prendre un virage technologique important. Le site Web de la Division est ainsi appelé à devenir l'outil privilégié d'information et de rayonnement auprès des membres. Aussi, un bulletin électronique sera mis en ligne et présentera une plateforme éditoriale composée de contenus d'intérêt, tout en informant les membres des formations et activités de la Division. Des efforts de communications de type institutionnel et marketing seront également déployés dans le but de préciser et de publiciser la mission, le positionnement, les produits, ainsi que l'image de marque de la Division. Le plan a également ciblé le fait que la Division devait prendre une place plus importante sur la place publique. Visant à satisfaire cet objectif, nous avons mis sur pied le Comité législation et réforme du droit. Ce comité coordonnera ainsi les prises de position publiques de la Division sur les enjeux législatifs et juridiques d'importance au Québec; il se fera également l'organe de l'ABC sur la scène québécoise. À ce propos, la Division a d'ailleurs déposé plusieurs mémoires publics cette année dans un but d'améliorer le droit et le système judiciaire. Et finalement, dans le but d'accroître les avantages offerts aux membres, augmentant du coup son capital de notoriété, la Division entreprendra de sceller différents partenariats auprès d'associations d'intérêt.

Au chapitre des formations, la Division est fière du succès extraordinaire qu'a connu son Centre de formation Web, et plus particulièrement son offre de location de vidéos. Cette formule a permis à de nombreux juristes de satisfaire à leur obligation de formation professionnelle. Fruit d'une implication incomparable de nos sections de droit, les membres ont ainsi accès à des formations de grande qualité... une exemplarité célébrée par bon nombre de participants.

# SASKATCHEWAN

---

## PRÉSIDENT : PERRY D. ERHARDT, C.R.

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre dernier, un bon nombre des activités organisées par la Division de la Saskatchewan ont eu lieu à la Faculté de droit de l'Université de la Saskatchewan, notamment :

30 septembre – Réception « vins et fromages » de l'ABC pour les étudiants en droit. Soixante-douze (72) nouveaux membres étudiants se sont inscrits à l'ABC lors de cet événement.

14 octobre – Rencontre avec les mentors dans le cadre du programme de mentorat – 96 étudiants en droit se sont inscrits afin d'être jumelés avec des avocats qui se sont portés volontaires comme mentors, cette année. (Malheureusement, je n'ai pu participer à cette rencontre, mais j'agis en tant que mentor auprès d'un étudiant.)

8 novembre – *Law Firm Showcase* – plus de 25 cabinets d'avocats ont participé à ce salon professionnel au cours duquel les étudiants ont eu l'occasion de rencontrer des avocats et avocates, et de discuter avec ces derniers afin de se renseigner sur la pratique du droit dans des cabinets de tailles variées situés dans différentes régions de la province.

Janvier 2011 – Entrevues simulées – des étudiants ont participé à des entrevues simulées données par des avocats membres de l'ABC bénévoles, afin de se préparer aux entrevues pour les stages en droit.

Notre Division collabore souvent avec la Faculté de droit de l'Université de la Saskatchewan avec laquelle nous entretenons une bonne relation de travail. En plus d'y commanditer des activités à longueur d'année, nous subventionnons aussi des bourses d'études.

Nos premières réunions de l'Exécutif et du Conseil de l'exercice 2010-2011 se sont tenues le 23 septembre 2010, à l'occasion desquelles nous avons accueilli les présentations de Stephen Hanson, du bureau national et du juge David Arnot, commissaire en chef de la Commission des droits de la personne de la Saskatchewan.

Le 3 novembre, j'ai été hôte à l'occasion du Dîner annuel du président sortant de l'ABC-Saskatchewan et j'ai présenté l'épinglette du président à Terry Kimpinski, c.r., en honneur de ses services à titre de président l'an dernier.

Au mois de janvier, j'ai assisté à la réunion du Conseil de l'Association du Barreau du Manitoba (au cours de laquelle j'ai donné un bref rapport au Conseil et salué les membres au nom de la Division de la Saskatchewan) et à un dîner, qui ont eu lieu à Winnipeg, ainsi qu'au Dîner du président de l'ABC-Alberta à Edmonton. Ken et Analea m'ont très bien accueilli à leurs activités respectives et je souhaite les remercier de m'avoir invité à me joindre à eux et aux membres de leurs provinces.

De plus, au mois de janvier, on m'a demandé de me pencher sur d'importantes questions relatives à l'ACCJE. Nous avons bien apprécié la direction de l'équipe de médiation, de l'Exécutif et du personnel du bureau national et de tous les membres du Bureau

d'administration en rapport à cette question. Nous remercions aussi Robert Patzelt, c.r., ainsi que le nouvel Exécutif et le nouveau Conseil d'administration de l'ACCJE de leur aide.

Le 3 février 2011, j'ai présidé la troisième réunion du Conseil de la Saskatchewan de mon mandat, durant laquelle nous avons reçu des rapports sur les activités récentes des membres de l'Exécutif et sur les activités continues de la Division de la part des présidents et présidentes des sections. Barry Rossman, c.r., membre du Conseil de l'AABC, nous a également entretenus sur les changements récents en matière de fournisseur de services de produits d'assurance.

La réunion hivernale de la Division a eu lieu à Saskatoon le 3 et le 4 février 2011, et j'ai eu le plaisir d'accueillir Analea Wayne, présidente de l'ABC-Alberta, comme invitée à la réunion hivernale et à la réunion du Conseil. Nous sommes heureux de toutes les présentations et que tant de gens aient pu y participer (environ 225). En voici quelques faits saillants :

- Phil Fontaine (ancien chef de l'Assemblée des Premières nations) - discours sur la responsabilité civique et la déontologie (bien qu'il se soit plutôt attardé sur l'expérience vécue par les Autochtones dans les pensionnats et le processus de règlement);
- Professeur Ed Berry – discours sur la rédaction juridique en vue de convaincre;
- Rob Vanderhoof, chef de la direction, *Greystone Managed Investments* – discours sur les tendances économiques et les modifications visant la réglementation des marchés financiers;
- Remise du prix pour services exceptionnels et déjeuner – lauréate : Beth Bilson, c.r.

Les membres de notre Exécutif se sont réunis le 8 avril 2011 pendant toute la journée afin d'élaborer un plan et un budget pour l'exercice de 2011-2012. Bien que notre budget demeure essentiellement le même, nous continuons à allouer des fonds à des projets spéciaux en collaboration avec la Faculté de droit de l'Université de la Saskatchewan. Notamment, nous mettons également de côté une allocation non négligeable aux fins d'une campagne d'image en Saskatchewan dans le but de promouvoir la profession juridique.

Le 14 avril 2011, j'ai présidé lors de la quatrième réunion du Conseil de la Saskatchewan cette année, durant laquelle nous avons reçu des rapports sur les activités récentes des membres de l'Exécutif et sur les activités continues de la Division de la part des présidents et présidentes des sections. Le Conseil a approuvé le budget proposé pour le prochain exercice, dont l'allocation importante aux fins de notre projet de campagne d'image auprès du public (qui n'a pas encore été développé). Notre Exécutif et notre Conseil croient que le moment est venu encore une fois de mettre l'accent sur la promotion de l'image positive de la profession.

En avril, nos activités de la Journée du droit ont connu du succès, surtout le concours *McKercher Cup*, un concours de plaidoirie pour les étudiants du secondaire. Huit équipes de toutes les régions de la province y ont participé et se sont comportées de façon très diligente et professionnelle. Notre conférencier de la Journée du droit, le lieutenant-général Andrew Leslie, a dû remettre son discours au 17 mai (Saskatoon) et au 18 mai (Regina) en raison du déclenchement des élections fédérales. En tant que fonctionnaire du gouvernement fédéral, il n'avait pas le droit de prendre la parole devant le public durant la campagne électorale. Nous avons très bien apprécié le discours du lieutenant-général qui était intitulé *The Canadian Forces in Afghanistan and Beyond*. Son allocution était informative, divertissante et donnait à réfléchir. Il a souligné l'importance d'une magistrature indépendante et de la primauté du droit; ce qui était d'autant plus percutant étant donné les expériences qu'il a vécues au sein de pays où de tels principes n'ont rien à voir avec la réalité.

J'ai participé, avec les membres de notre Exécutif, à plusieurs autres événements durant lesquels j'ai offert des salutations à titre de représentant de l'ABC et de notre Division, dont les cérémonies d'assermentation des nouveaux avocats et des nouveaux juges, ainsi qu'une réception en l'honneur de la juge en chef Beverley McLachlin lors de sa visite de la Faculté de droit, et le Forum des avocates à Saskatoon (automne 2010).

Je poursuis mon travail dans le cadre de l'Assemblée générale annuelle le 23 juin 2011, et ce, jusqu'à la fin de mon mandat le 31 août 2011.

Je remercie toutes les personnes qui ont contribué à cette année exceptionnelle, y compris tous nos excellents bénévoles, les membres de mon Exécutif et du Bureau d'administration de l'ABC, ainsi que le personnel du bureau national de l'ABC et surtout, Brenda Hesje, notre directrice exécutive.

# YUKON

---

## PRÉSIDENTE : NORAH MOONEY

Nous sommes une petite Division, mais nous avons des membres enthousiastes et actifs. L'année a débuté avec l'adoption d'une résolution présentée par notre Division sur l'accès à la justice pour les personnes souffrant de l'Ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale (ETCAF).

Le 3 septembre, avec Rod Snow, j'ai rencontré le sous-ministre de la Justice du Yukon, Dennis Cooley, pour discuter de cette résolution. J'ai participé au symposium sur l'ETCAF à Whitehorse au mois de septembre. Deux des membres de notre Comité qui avaient parrainé la résolution sont membres du Comité consultatif sur l'ETCAF. David Christie, qui représente la Section du droit de la santé, était conférencier à la conférence du droit de la santé, en juin et sa présentation portait en grande partie sur l'ETCAF. Notre Section du droit pénal et notre Section du droit de la santé espèrent organiser, à l'automne, un programme de développement professionnel sur l'ETCAF à l'intention des juristes.

À la fin d'octobre, nous avons organisé une réception pour Rod Show. Nos membres étaient fiers de le voir accéder à la présidence de l'ABC.

Sections : Nos sections ont été occupées. La Section du droit de la famille a participé à la rédaction de nouveaux états financiers et de déclarations de défense. De plus, la réunion d'affaires du printemps de la Section nationale du droit de la famille a eu lieu à Whitehorse. Les participants ont bien aimé leur séjour au Yukon et nos membres ont pu bénéficier d'une journée complète de développement professionnel présenté par les juristes qui nous visitaient. Debbie Hoffman, présidente de notre Section du droit de la famille, a joué un rôle clé dans l'organisation de la réunion. La Section du droit des affaires a présenté des mémoires sur les modifications à trois lois territoriales (*Business Corporations Act*, *Societies Act* et *Securities Act*). Le Forum des avocates a organisé avec succès un déjeuner, où trois conférencières – deux avocates chevronnées et une juge – ont parlé de leur expérience de pratique au Yukon. Un de nos comités a préparé des recommandations de modifications au *Landlord and Tenant Act*. La Section de l'environnement, de l'énergie et des ressources a vu le jour durant l'année. Les Jeunes avocats et avocates ont organisé une clinique et un mini-tournoi de curling destiné à leurs jeunes juristes. Un déjeuner avec les juges en chef de la Cour suprême et de la Cour territoriale aura lieu bientôt. Les coprésidents réussissent à créer d'excellentes occasions de rencontre entre les jeunes avocats et les autres membres de la société.

Sous la direction de Carrie Burbidge, nous avons tenu notre première foire de la Journée du droit au palais de justice. Les élèves d'écoles secondaires ainsi que le public étaient invités. Une quinzaine de groupes communautaires y ont installé des kiosques. Nous avons animé un jeu-questionnaire sur les droits de la personne et la GRC a fait une présentation. Nous avons aussi tenu notre 21<sup>e</sup> course de bienfaisance de la Journée du droit. Les fonds recueillis (environ 6 000 \$) seront versés à un organisme local de bienfaisance, FASSY, qui offre des programmes d'éducation pour les familles, les communautés et les fournisseurs de services.

Au nom de notre Division, je tiens à remercier tous ceux et celles qui nous ont appuyés au bureau national de l'ABC. Je remercie aussi mon Exécutif pour son appui et un merci tout

spécial à notre directrice exécutive, Laura Davidson, qui assure l'administration efficace de la Division.

# ACCJE

---

En cours de traduction.

# Rapports des comités permanents

# COMITÉ DES PRIX ET RÉCOMPENSES

---

PRÉSIDENTE : KATHRYN BERGE, C.R.

**Merci, membres du Conseil. Il me fait plaisir de vous présenter mon rapport à titre de présidente du Comité des prix et récompenses.**

Le Comité des prix et récompenses est chargé de décerner trois prix prestigieux : le Prix d'excellence Louis St-Laurent, qui est « attribué à une personne ayant contribué de façon exceptionnelle à la réalisation des objectifs de l'ABC »; le Prix pour le droit Ramon John Hnatyshyn, qui « récompense une contribution exceptionnelle au droit ou au savoir juridique au Canada »; et la Bourse Vicomte Bennett, qui veut encourager la poursuite d'études supérieures en droit.

**Les candidatures pour le Prix d'excellence St-Laurent et le Prix pour le droit Hnatyshyn sont examinées en juin et les prix sont remis lors d'un déjeuner à la Conférence juridique canadienne (CJC).** Les lauréats de cette année seront annoncés à l'occasion du déjeuner de remise des prix et récompenses, qui aura lieu dans le cadre de la CJC. Tous les candidats et toutes les candidates méritent d'être reconnus et leur nomination en soi témoigne du respect qu'on leur accorde au sein de la profession juridique.

Le Comité est heureux d'annoncer que le récipiendaire de la Bourse Vicomte Bennett de 2011 est **Sherif Foda**, de Gatineau (Québec). Le lauréat de cette année a été choisi à partir d'un groupe de 50 juristes universitaires canadiens. M. Foda a obtenu son grade *juris doctor* et son baccalauréat en droit civil à l'Université d'Ottawa. Cet automne, il poursuivra sa maîtrise en sciences juridiques et financières à l'Université Oxford.

Cette année, le Comité a modifié le formulaire de mise en candidature et le processus de sélection, et a recommandé qu'une campagne de financement soit mise en œuvre afin d'augmenter le fonds de dotation de la Bourse. De plus, une recommandation a été faite auprès du Comité de nomination voulant que l'équilibre des genres fasse partie des critères lors de la nomination des membres du Comité, au même titre que les considérations linguistiques et régionales.

Les membres du Comité sont Ronald Caza (Ontario), René Basque (Nouveau-Brunswick), monsieur le juge Don Higa, Cour provinciale de l'Alberta et Stephen Hanson (ABC). Je les remercie tous de leur excellente contribution aux travaux du Comité. Au nom du Comité, je remercie sincèrement Christine Sopora (agente de projets), du service des Communications du bureau national de l'ABC, de son efficacité et de son appui indispensable dans le cadre des travaux du Comité.

**Merci à tous et à toutes!**

# COMITÉ DES COMMUNICATIONS

---

PRÉSIDENTE : MICHÈLE GAMACHE

## Rapport présenté au Conseil de l'ABC, lors de sa réunion à l'occasion de la CJC 2011

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport du Comité des communications pour l'année 2010-2011.

### **Communications**

En 2011, les travaux du Comité des communications de l'ABC ont été axés sur l'élaboration d'une politique sur l'utilisation de médias sociaux par les dirigeants bénévoles et par le personnel de l'ABC, autant au plan du bureau national qu'au niveau des différentes divisions de l'ABC. Le Comité a proposé qu'une telle politique serait nécessaire s'il était prévu que tous les protagonistes de l'ABC devront continuer à unir leurs voix. La nouvelle politique établirait des lignes directrices pour l'utilisation des différents sites de médias sociaux par les membres de l'ABC qui souhaitent commenter sur des sujets se rapportant au droit, à la justice et aux activités de l'ABC. L'objectif de ces lignes directrices serait de consolider non seulement la réputation de l'auteur des propos, mais également celle de l'ABC elle-même.

Au moment de la rédaction du présent rapport, une dernière session de consultations est actuellement en cours auprès des protagonistes de l'ABC qui utilisent les médias sociaux. Dans l'élaboration de la politique, le Comité des communications de l'ABC s'est renseigné au sujet de l'expérience vécue directement par l'Association médicale canadienne lorsque celle-ci a développé un site de médias sociaux pour les médecins. Le Comité a également étudié les politiques sur l'utilisation de médias sociaux de différentes associations canadiennes et américaines, et s'est adjoint les services d'un groupe de consultants, Delta Média, pour que celui-ci collabore à l'élaboration d'une politique applicable spécifiquement au Canada. Après plusieurs séances de consultation avec nos professionnels du domaine des communications, des entrevues ont été menées auprès des membres du bureau national et des divisions de l'ABC qui utilisent les médias sociaux. Au mois de juin, un projet de politique a été rédigé, puis mis à l'épreuve lors d'une réunion, tenue à Ottawa, des directeurs exécutifs des divisions et des directeurs du bureau national de l'ABC. Avant que notre Comité ne délivre sa recommandation finale au Conseil, une dernière session de consultations précèdera la finalisation d'un projet qui sera ensuite présenté à l'Équipe des gestionnaires principaux de l'ABC.

Nous sommes convaincus que notre stratégie et notre politique permettront à l'ABC de réaliser ses objectifs en matière de communications, tout en se prévalant de sites de médias sociaux.

Tout au long de l'année, le Service des communications est demeuré en première ligne du travail de transmission de messages aux membres. L'ACCJE a retenu une grande partie de notre attention, et les professionnels du Service sont intervenus pour l'aider dans ses communications avec les membres et avec les médias. La Conférence du printemps de l'ACCJE, ainsi que le programme exhaustif de l'ACCJE lors de la CJC à Halifax ont été du nombre des projets clés sur lesquels nous avons porté notre attention. Notre équipe de professionnels a veillé à ce que les représentants des médias spécialisés du domaine juridique qui couvraient ces événements puissent avoir accès aux conférenciers principaux et

communiquer avec les dirigeants de l'ACCJE, afin d'obtenir des renseignements de caractère général et des explications au sujet de questions juridiques complexes.

Notre directeur du développement Web a été particulièrement occupé avec le lancement, au mois de juillet, du site Web remodelé de l'ACCJE. Ce site sera une source de renseignements pour les membres, et a été conçu de manière à servir de centre de référence par excellence pour tous les conseillers et conseillères juridiques d'entreprises au Canada. Le Service des communications a également joué un rôle de soutien important dans l'élaboration et la dissémination, à tous les membres, du message mensuel du président de l'ACCJE.

Même si l'ACCJE a été au centre des préoccupations du Service des communications, celui-ci a également veillé au bon déroulement de divers projets courants de l'ABC :

- **Communiqués de presse de l'ABC** – alors que l'ABC a connu une année très occupée en matière de présentation de mémoires, son Service des communications a publié autant de communiqués de presse décrivant les principaux projets de l'ABC.
- **EnPratique de l'ABC** – source de connaissances spécialisées en matière de gestion de la pratique, qui offre toujours plus de contenu et un nombre croissant d'outils pratiques.
- **Mise à jour de l'ABC** – un bulletin électronique publié régulièrement, qui présente un résumé des activités principales de l'ABC et propose des liens utiles.
- **Bulletins électroniques des sections et conférences** – plus de 41 numéros au cours de la dernière année, en anglais et en français.
- **Le magazine *National* et le magazine de l'ACCJE** – 12 numéros au total au cours des 12 mois passés. Lors de la cérémonie de remise des prix KRW, qui a eu lieu à Toronto au mois de juin, le magazine *National* a remporté un Prix Or et s'est vu accorder deux mentions honorables.
- ***La Revue du Barreau canadien (en ligne)*** – la revue savante la plus fréquemment citée par la Cour suprême du Canada.
- Le Service des communications a également organisé des **formations** sur les communications avec les représentants des médias, pour les membres de la direction du bureau national et des divisions de l'ABC, et a collaboré à la rédaction d'environ 38 **discours** au cours de la dernière année.

Tous les communiqués de l'ABC doivent être publiés dans les deux langues officielles du Canada. Ceci est possible grâce au travail dévoué des trois membres de notre personnel qui veillent à la traduction non seulement de nos communiqués et de nos discours, mais également des mémoires et des rapports qui sont une composante essentielle des initiatives de l'ABC au nom de la profession.

Au mois de mai, le Comité du développement international de l'ABC a invité le directeur principal des Communications à collaborer à l'élaboration d'une stratégie de communications pour la Fédération du Barreau du Vietnam, créée il y a deux ans. Au cours d'une séance de dialogues de deux jours à Hanoï avec les dirigeants de ce Barreau, les participants sont parvenus au consensus nécessaire à l'adoption d'une stratégie de communications qui rehausserait le profil du Barreau. L'aide de l'ABC a éveillé l'intérêt des médias, faisant l'objet de communiqués de presse ainsi que de divers articles de journaux de Hanoï.

Ceci est mon dernier rapport en ma qualité de présidente du Comité des communications. J'aimerais remercier les membres du Comité, les membres des conseils de rédaction du magazine *National* et de *La Revue du Barreau canadien*, ainsi que le personnel dévoué du

Service des communications de l'ABC pour leur collaboration soutenue. Ensemble, nous formons une équipe exceptionnelle. Merci de m'avoir donné cette occasion de participer aux travaux de l'ABC.

# DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL

---

Non soumis.

# COMITÉ PERMANENT SUR L'ÉGALITÉ

---

PRÉSIDENT : ALEEM BHARMAL

Le Comité permanent sur l'égalité (CPÉ) a officialisé son mandat et a changé son nom au « **Comité sur l'égalité** » (anciennement, le « Comité permanent sur l'équité ») au moyen d'une résolution présentée lors de l'Assemblée de la mi-hiver du Conseil de 2011, qui a été adoptée à l'unanimité. Le CPÉ a actualisé son site Web et vise à améliorer la communication par voie électronique et autres avec les membres de l'ABC. Veuillez écrire à [rebeccab@cba.org](mailto:rebeccab@cba.org), si vous désirez que votre nom soit ajouté à la liste de diffusion de courriels-dépêches offrant des mises à jour mensuelles.

Un nouveau numéro du **bulletin Info-Égalité** a été diffusé en juin 2011. Le format du bulletin a été modifié pour y incorporer une nouveauté en matière de médias sociaux qui permet aux membres d'y afficher leurs commentaires. On y retrouve aussi des photographies et articles de membres de l'ABC et d'autres auteurs faisant partie de groupes qui recherchent l'égalité de traitement au sein de la profession juridique. Nous espérons que ce nouveau format offrira aux membres des occasions d'interagir entre eux et leur permettra de se servir des articles comme tremplin afin de poursuivre des discussions en ligne sur des questions d'égalité.

Le Comité permanent sur l'égalité prévoit de mettre au point deux importants projets d'ici la fin de l'exercice 2010-2011. Ces projets feront l'objet d'un article qui sera rédigé par la rédactrice en chef du magazine *National*, Beverley Spencer, et qui paraîtra dans le prochain numéro :

- Le CPÉ est en train d'élaborer un **Guide sur la mesure de la diversité** en ligne en vue d'aider les dirigeants et dirigeantes de cabinets d'avocats à développer, à l'intention de leurs employées, des questionnaires d'auto-identification et des sondages qui leur permettront d'évaluer si le milieu de travail favorise la diversité. Le projet a été élaboré grâce à l'appui financier du Fonds pour le Droit de demain et une allocation du budget de 2010-2011. On a engagé les services de Lorraine Dyke, consultante en ressources humaines et en matière de diversité de la *Sprott School of Business* à l'Université Carleton, afin d'effectuer de la recherche et de rédiger le Guide, à l'aide d'un sous-comité composé de spécialistes provenant de toutes les régions du pays. La première ébauche du Guide a été finalisée au mois de mai et le sous-comité mettra au point une ébauche aux fins de consultation qui sera distribuée aux membres au moment de la CJC.
- Le CPÉ est aussi en train de préparer le lancement de son nouveau **centre en ligne « Trouvaille RARE »** à l'occasion de la CJC. Le centre offrira un ensemble de ressources visant à aider les cabinets juridiques, les avocats et avocates appartenant à des groupes marginalisés et les membres de la profession qui retournent au travail après une période d'absence. Il abordera aussi les questions de fidélisation, d'avancement et de réintégration au sein du marché de travail. Un groupe de travail « Trouvaille RARE » composé de membres du CPÉ, et en particulier, Mark Berlin, Vicki Schmolka, à titre de consultante, et des membres du personnel de Marketing, des Communications et du service de Législation et Réforme du droit de l'ABC ont tous collaboré au projet sous la direction de Rebecca Bromwich, avocate de l'ABC. Cette initiative a été menée à terme grâce à une campagne de *drip marketing*, ainsi que de publipostages et d'articles dans le magazine *National*.

Une publication destinée aux avocats et avocates qui ont des clients avec des incapacités et offrant des conseils brefs et pratiques sur les façons de leur offrir les meilleurs services a été diffusée dans le numéro de septembre 2010 du *National*. Cette publication, qui a été réalisée grâce à notre collaboration avec la Section du droit des aîné(e)s et au financement du Fonds pour le Droit de demain, est affichée en ligne sur la page Web de l'ABC sur l'égalité.

Des vidéos diffusées sur YouTube qui offrent des conseils sur les meilleures façons de favoriser l'inclusion des avocats et avocates appartenant à des groupes marginalisés ont été lancées au mois d'août dernier lors de la CJC. La version sous-titrée de ces vidéos a été lancée en octobre 2010. Ces vidéos ont fait l'objet d'un article dans le numéro de décembre 2010 du magazine *National* de l'ABC et elles sont affichées sur le site Web de l'ABC, en plus du site YouTube, avec des liens à des renseignements connexes sur le Web. Les vidéos mettent en vedette des membres de l'ABC bien en vue : Esi Codjoe, présidente (*Ontario's Equal Opportunity Committee*), Aimee Craft (membre du Comité exécutif de la Section du droit des autochtones) et Mike Law (ancien président de la Conférence sur l'orientation et l'identité sexuelles (COIS), membre du CPÉ et lauréat du Prix du héros de la COIS décerné cette année).

Tout récemment, le CPÉ a collaboré avec l'ABC afin de mettre au point des questions d'auto-identification qui paraîtront sur les formulaires de renouvellement annuel d'adhésion qui seraient prêts à distribuer cet été avant la CJC. Les nouveaux formulaires d'adhésion nous permettront de mieux comprendre la composition démographique de l'effectif. Ces données sur la composition de nos membres nous permettront ainsi d'offrir des services pertinents et de combler les besoins de nos membres. Avec le temps, grâce à ces données, nous serons aussi en mesure d'évaluer le succès de nos efforts en matière de diversité et d'inclusion.

Conformément au plan stratégique « La voie de l'avenir en matière d'égalité », qui a été présenté au Bureau d'administration dans le cadre de la CJC à Niagara, une réunion des éclaireurs de l'égalité a eu lieu à la CJC l'an dernier à Niagara. Le mandat du groupe « d'éclaireurs » est de faire tomber les cloisons dans le cadre de la gestion de l'ABC et d'assurer l'efficacité maximale et de faciliter les efforts, la collaboration et la coordination au sein de cette dernière. Les membres du groupe se rencontreront encore une fois à la CJC de 2011 à Halifax, ce qui permettra aux présidents et présidentes de sections, conférences et comités de l'ABC dont les questions d'égalité et de diversité font partie de leurs mandats de se rassembler en vue de favoriser une meilleure planification et coordination des projets en matière d'égalité.

Les avocates du service de Réforme du droit et Égalité de l'ABC continuent à donner de leur temps aux questions d'égalité et de diversité. Elles poursuivront leur travail de consultation avec les cabinets-membres, continueront à tisser des liens avec d'autres organisations revendiquant l'égalité aux États-Unis et au Canada et à analyser l'environnement afin de veiller à ce que l'ABC soit à la fine pointe en matière de questions relatives à l'égalité, la diversité et l'inclusion. **Je vous invite à venir discuter quelques instants avec moi, d'autres membres du CPÉ et les avocates du service de Réforme du droit et Égalité à notre stand lors de l'ouverture de l'Expo à la CJC. Nos heures de disponibilité sont inscrites sur les encarts que les délégués auront reçus dans l'enveloppe qui leur a été envoyée.**

# **COMITÉ PERMANENT DE DÉONTOLOGIE ET DE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE**

---

Non soumis

# COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

---

PRÉSIDENT : TOM MARSHALL, C.R.

Voici un aperçu de quelques-uns des programmes du CDI en 2010-2011 :

**Bangladesh** : L'ABC continue d'offrir assistance technique et soutien financier à la *National Legal Aid Organization* pour développer des modèles de services d'aide juridique au Bangladesh, dans le cadre du *Projet de réforme juridique au Bangladesh*. Les résultats obtenus ont incité le gouvernement du Bangladesh à s'engager, politiquement et financièrement, à réaliser dans les 63 provinces du pays les modèles développés par le projet. Un exploit remarquable! Le projet a été prolongé jusqu'au 31 mars 2012.

**Afrique de l'Est et Asie du Sud-Est** : La première phase du projet *Amélioration de l'accès à la justice par le développement du secteur juridique* a également été prolongée jusqu'au 31 mars 2012. Différents programmes sont inclus dans ce projet : formation juridique et réforme du droit avec des associations partenaires en Afrique de l'Est; atelier de planification avec l'Association des avocats éthiopiens; atelier de formation des formateurs et appui à deux cours du Centre de formation des avocats du Cambodge; séminaire sur la réforme des procédures pénales au Vietnam; et des séances de formation en droit international de l'arbitrage au Vietnam et au Laos. Des ateliers juridiques régionaux ont été organisés en Afrique de l'Est. L'accent est mis sur la mondialisation et les enjeux régionaux d'intégration pour les avocats de l'Afrique de l'Est, tandis que la priorité est accordée à la formation juridique en Asie du Sud-Est. On note aussi des projets de droit collaboratif : des activités en matière de justice juvénile au Kenya, le développement de services d'aide juridique en Ouganda et des programmes sur le HIV-Sida en Tanzanie.

**Népal** : En dépit de l'impasse du processus officiel de création d'une constitution au Népal, le projet DDN II de l'ABC et de l'Association du Barreau du Népal (participation à l'Assemblée constituante sur la création d'une constitution népalaise) a favorisé le règlement de questions judiciaires litigieuses; permis à des législateurs népalais ainsi qu'au président du CA (Conseil d'administration), et aux autres membres du CA de rencontrer 47 politiciens, fédéraux et provinciaux, hauts fonctionnaires et experts techniques canadiens sur 21 sujets distincts; suscité l'engagement de 3 574 organisations népalaises, y compris l'Association du Barreau népalais et ses membres, les facultés de droit, les partenaires du projet et d'autres organisations civiles représentant des femmes, des groupes autochtones et ethniques, des personnes handicapées et Dalits, et des membres du public de 61 des 75 districts du pays.

**Vietnam** : En vertu du projet d'appui à la Fédération du Barreau du Vietnam, l'ABC a contribué à une évaluation des besoins des membres, à la création d'une base de données électroniques des membres, au développement du site Web de la Fédération, à l'établissement d'un bureau de projet de la Fédération, à un exercice de planification stratégique, à la finalisation du plan stratégique quinquennal de la Fédération du barreau du Vietnam et à la mise en œuvre d'une réforme du droit et d'activités de formation.

**Programme international des jeunes juristes** : L'ABC a organisé des stages pour 20 jeunes juristes auprès d'organismes de défense des droits de la personne et d'associations de barreau dans des pays en voie de développement.

Le financement du programme constitue un problème depuis deux ans. Sauf pour le Vietnam, tous nos programmes se terminent en 2011-2012. Nous avons soumis cinq demandes de subventions totalisant 38 897 991 \$ pour 2011-2012. Le 10 juin 2011, nous avons reçu confirmation d'un financement pour le projet d'aide juridique en Chine. Les autres réponses sont attendues en 2011-2012.

# **COMITÉ PERMANENT CHARGÉ DES QUESTIONS DE RÉMUNÉRATION DES JUGES**

---

Non soumis.

# JOURNÉE DU DROIT

---

PRÉSIDENTE : SHIRLEY WALSH

La Journée du droit de 2011 avait lieu le jeudi 14 avril. Dans certaines divisions, les activités se déroulaient sur plusieurs jours, formant une Semaine du droit en avril. Voici quelques faits saillants de la vaste gamme de projets, dont plusieurs nouveaux cette année, à travers le pays :

- A **Terre-Neuve**, les activités de la Journée du droit à St. John's comprenaient une foire d'information juridique, des concours d'affiches et de photos et une collecte d'aliments par des cabinets juridiques. Un concours de procès simulés a été organisé en collaboration avec la Cour suprême et les cours provinciales de Terre-Neuve.
- En **Ontario**, la course de bienfaisance d'Ottawa a permis d'amasser 19 780 \$ pour *Harmony House*, un abri pour femmes. Des simulations de procès dans les écoles élémentaires et secondaires, le concours d'affiches pour élèves de 5<sup>e</sup> année, le symposium de droit pour écoles secondaires et une ligne téléphonique d'information juridique comptaient parmi les activités à Toronto. Des activités de la Journée du droit ont eu lieu à travers la province.
- Au **Manitoba**, la Journée du droit a eu lieu le dimanche 17 avril au *Winnipeg Law Courts Building*. Plusieurs activités étaient à l'ordre du jour : une séance spéciale de la Cour de la citoyenneté, des visites de l'ancien et du nouveau palais de justice, différentes expositions et des séances questions réponses sur le droit familial et le droit criminel. Des activités ont également eu lieu à Brandon et Dauphin.
- La Journée du droit de l'**Alberta** comptait des activités à Edmonton, Calgary, Grand Prairie, Fort McMurray, Medicine Hat, Lethbridge, et Drumheller, entre le 15 et le 17 avril. Des simulations de procès, des visites de palais de justice et une démonstration d'enquête criminelle ont eu droit à une couverture médiatique.
- La Journée du droit en **Colombie-Britannique** se déroulait sous le thème de l'*Accès à la justice*. Au programme, entre autres : une ligne téléphonique d'information juridique, des simulations de procès, un concours oratoire pour étudiants, des cérémonies de citoyenneté, des visites de palais de justice, une course de bienfaisance et un forum public gratuit à Vancouver.
- Dans les **Territoires du Nord-Ouest**, à Yellowknife, diverses activités ont eu lieu y compris des visites d'écoles secondaires et une vente de pâtisseries qui a rapporté 350 \$ au profit de la maison d'hébergement pour femmes battues. Le juge Malakoe, de la Cour territoriale, et des avocats locaux ont rencontré une troupe de Scouts.
- Au **Nouveau-Brunswick**, des activités de la Journée du droit ont eu lieu à Shippagan, Bertrand, Saint-Jean, Bathurst, Hartland, Atholville, Moncton et Fredericton, entre le 12 et le 16 avril.
- Le **Yukon** a célébré la Journée du droit à Whitehorse avec une foire du droit, le 14 avril. Quelque 148 coureurs et marcheurs ont pris part à la course de bienfaisance de la Journée du droit, le 29 avril.

- Dans le cadre des activités de la Journée du droit à **I'Î.-P.-É.**, environ 200 étudiants de 11<sup>e</sup> année ont visité le palais de justice de Charlottetown, où ils ont rencontré un juge, le bibliothécaire, le shérif, un protonotaire, ainsi que des avocats et greffiers. Les enseignants aimeraient bien répéter l'expérience l'an prochain.
- La Semaine du droit se déroulait sous le thème de la citoyenneté en **Nouvelle-Écosse**. Le comité a travaillé en partenariat avec les Scouts et les Guides. Au programme, entre autres : un tribunal de la citoyenneté, des procès simulés, des visites de palais de justice et des expositions.
- En **Saskatchewan**, les activités de la Journée du droit comprenaient un concours de procès simulé, la Coupe McKercher, ainsi que des déjeuners à Regina et Saskatoon, où le lieutenant-général Andrew Leslie a été le conférencier principal.

L'année 2012 marquera le 30<sup>e</sup> anniversaire de la Charte canadienne des droits et libertés. La Journée du droit aura lieu le jour de l'anniversaire, soit le 17 avril 2012.

Au nom du Comité national de la Journée du droit, je tiens à encourager tous les membres de l'ABC à participer aux activités de la Journée du droit dans leur division. La Journée du droit est un élément essentiel du projet de visibilité de l'ABC et sert à diffuser une image positive de la profession juridique et du système de justice. Merci.

# **COMITÉ DE LIAISON DE L'AIDE JURIDIQUE**

---

Non soumis.

# LÉGISLATION ET RÉFORME DU DROIT

---

PRÉSIDENT : TOM ACHTYMICHUK, C.R.

La défense des intérêts de la profession et du public compte parmi les objectifs essentiels de l'ABC. Les initiatives de l'ABC au nom de la profession ont une grande importance pour nos membres, parce qu'elles leur permettent soit de participer en personne à des activités de réforme du droit, soit de savoir qu'une organisation professionnelle s'exprime en leur nom. Dans le contexte du débat public, l'ABC adopte une position de défense de la primauté du droit, conformément à sa mission de promotion des intérêts de la profession, d'amélioration des lois et de l'administration de la justice, ainsi que de promotion de l'égalité et de l'accès à la justice.

Le Comité de la législation et de la réforme du droit (L&RD) coordonne ces initiatives.

## **Politique de l'ABC en matière d'initiatives au nom de la profession**

En novembre 2010, le Bureau d'administration de l'ABC a approuvé la politique en matière d'initiatives au nom de la profession qui avait été élaborée par le Comité de L&RD. Cette politique fixe l'ordre de priorité pour les initiatives que mène l'ABC au nom de la profession et décrit les processus d'élaboration et d'approbation des projets. La priorité est donnée aux questions suivantes :

- questions qui sont importantes pour l'ensemble des membres de la profession juridique;
- questions qui touchent directement les avocats dans leur domaine de pratique;
- questions qui abordent les principes clés de la profession juridique.

Le texte de cette politique se trouve au lien suivant : <http://www.cba.org/ABC/ladefense/LLRcommitteeFR/ref.aspx>

## **Mémoires présentés au gouvernement**

En 2010, 85 mémoires écrits ont été présentés à des ministres, à des comités parlementaires, ainsi qu'à différents organismes et représentants du gouvernement. Trente mémoires additionnels ont été complétés entre janvier et mai 2011. La variété des sujets abordés témoigne de la diversité des intérêts et de l'expertise de l'ABC. Notre profession peut être fière de l'influence qu'elle exerce sur le cours des choses avec sa contribution à l'amélioration de l'accès à la justice, à la défense de la *Charte des droits et libertés*, à la recherche d'équité au sein de la profession juridique et au maintien de la compétitivité du Canada, ainsi qu'à la défense des principes d'égalité et d'efficacité dans l'administration de la justice, et de la primauté du droit au Canada et dans le monde entier.

## **Interventions d'intérêt public**

Le Comité de L&RD surveille de près les causes en appel à la Cour suprême du Canada, examine les propositions des membres et des instances constituantes de l'ABC, formule des recommandations quant aux causes dans lesquelles l'ABC devrait intervenir, et passe en revue les plaidoiries de l'ABC. Cette année, l'Association est intervenue dans deux causes en appel : *Commission canadienne des droits de la personne c. Procureur général du Canada* (indemnité pour frais de justice dans des procédures en matière de droits de la personne); et *Commission des droits de la personne de la Saskatchewan c. Whatcott* (propagande haineuse et procédures en matière de droits de la personne).

## **Tendances dans la profession**

Le Projet sur les tendances dans la profession (PTP) met l'accent sur la protection et la promotion des intérêts des avocats et des avocates. Les différents comités qui sont chargés de chaque initiative du PTP présentent des rapports plus détaillés sur leurs activités. Les principales questions qui ont été abordées cette année sont : le privilège du secret professionnel entre l'avocat et son client; les conflits d'intérêts; l'aide juridique; et la prise de position conjointe de l'ABC et de l'ICCA sur la préparation et la vérification d'états financiers.

## **Communication aux membres des informations les plus récentes**

- *L'ABC prend position* est publiée chaque année afin de faire la promotion des initiatives menées par l'ABC au nom de la profession, en présentant ces initiatives comme étant une valeur ajoutée pour les membres de l'Association. Cette publication décrit notamment le travail de réforme législative qu'entreprend l'ABC relativement à des enjeux qui intéressent la profession juridique et le public.
- Les pages *L'ABC prend position* du site Web de l'ABC ([www.cba.org](http://www.cba.org)) regroupent l'information sur les mémoires présentés au gouvernement, les interventions menées auprès de la Cour suprême et les résolutions proposées, ainsi que sur d'autres projets concernant différentes mesures législatives et politiques.
- Le *Cahier des projets* est distribué deux fois par année aux chefs de file de la profession afin de leur fournir les informations les plus récentes sur tous les projets entrepris par le service des Affaires juridiques et gouvernementales.
- Le site Web de l'ABC ([www.cba.org](http://www.cba.org)), les publications comme *Mise à jour de l'ABC*, *Addendum*, le magazine *National*, et les bulletins des sections et des conférences, soulignent les activités de réforme législative menées par l'ABC.

## **Mille mercis**

Les initiatives de l'ABC seraient impossibles sans les membres des sections, des conférences et des comités, qui y consacrent des centaines d'heures à titre bénévole. Nous ne pourrions mener à bien nos interventions sans le dévouement et le bénévolat de nos conseillers juridiques. L'engagement et le professionnalisme du personnel du service de L&RD du bureau national de l'ABC rejaillissent sur l'ensemble de l'Association. Ces héros de l'ABC sont identifiés ci-dessous (avec nos excuses à ceux et à celles dont nous aurions, par inadvertance, omis d'indiquer les noms).

**Personnel du service de L&RD du bureau national de l'ABC :** Joan Bercovitch; Tamra Thomson; Rebecca Bromwich; Kerri Froc; Judy Hunter; Gaylene Schellenberg; Louise Brunet-Hermus; Lorraine Prezeau et Kim Lutes.

**Avocats-conseils lors des interventions de l'ABC :** Melina Buckley; Reidar Mogerman et David Matas.

**Avocats qui collaborent aux initiatives de réforme législative :** Aaron Franks, Adam Herstein, Aimée Craft, Alain Prefontaine, Alanna Robinson, Aleem Bharmal, Alex Cameron, Alex Stojicevic, Alexandra Steele, Alexis Kerr, Amelie Lavictoire, Amy Fong, Amy Sakalauskas, Analea Wayne, Andrew Bernstein, Andrew Freedman, Andrew Nunes, Angela Furlanetto, Ann Soden, Anna Loparco, Anne Côté, Annette Horst, Anthony Baldanza, Baerbel Langner, Barbara Hendrickson, Barbara Austin, Barbara Caruso, Barbara Hendrickson, Barbara Buchanan, Birch Miller, Blair Pritchett, Brandon Potter, Brian Facey, Brian Bowman, Brian Yuen, Brianna Wartman, Bruce Green, Bruce Hallsor, Bruce King, Catherine Skinner, Catherine Meade, Catherine Watson, Cecily Strickland, Chantal Arsenault, Chantal Perreault, Christian Monnin,

Christian Michaud, Christopher Devlin, Christopher Wilson, Christopher Veeman, Christopher Besant, Corey La Berge, Cynthia Hiebert-Simkin, Daneila Bassan, Daniel MacRury, Daniel Boivin, Darcy Moch, David Dundee, David Christian, David Christie, David MacDonald, David Jones, David Matas, David Jackson, David Fraser, Deanna Okun-Nachoff, Deborah Hutchings, Deborah Dresen, Denis Gascon, Denise LeBlanc, Derek Chiasson, Diane Soroka, Donald Houston, Donna Gee, Donna Turko, Dorinda Stahl, Douglas Cannon, Douglas Schmitt, Edgar-André Montigny, Elaine Marchand, Elaine Keenan Bengts, Elizabeth Chow Bryson, Eric Gottardi, Erin Best, Erin Keisinger, Esmail Bharwani, Fia Jampolsky, Fred Headon, Gabriela Ramo, Gavin Magrath, Geoffrey Creighton, Geoffrey White, Georgina Carson, Gerry Apostolatos, Gordon Maynard, Grant Gold, Greg DelBigio, Haidah Amirzadeh, Heather Dixon, Heather Ferris, Heather Hobart, Helen Rosemary Ward, Henry Chang, Howard Knopf, Hugh Wright, Indra Thind, Isabelle Dongier, Jacob Glick, James Rossiter, James Cruickshank, James Welkoff, Jane Purdie, Janet Lo, Janet Thompson-Price, Janice Jong, Janie Bussey, Janina Kon, Jasmine Sweatman, Jay Holsten, Jean Nelson, Jean-Francois Bilodeau, Jeanne Desveaux, Jeffrey Morton, Jennifer Ross, Jill Scott, Johane Tremblay, John Beardwood, John Higgins, John Underhill, John Conroy, John Whelan, Jonathan Rudin, Joshua Sohn, Joy Braun, Judith Wahl, Julia Shin Doi, Julie Vandal-Lemoyne, Karen Pierpoint, Karen Sinclair-Santos, Kelly Jordan, Ken Mandzuik, Kenneth Clark, Kenneth Zaifman, Kevin Carroll, Kevin Hill, Kevin Zemp, Kimberley Walsh, Kimberly Ann Whaley, Kristen Barr, Kyle Hyndman, Laura Watts, Lawrence Swartz, Lee Akazaki, Level Yau Yan Chan, Lisa Hynes, Loic Berdnikoff, Lorna Pawluk, Lorne Waldman, Louise Aucoin, Lynda Cassels, Lyne Duhaimé, Mahmud Jamal, Mala Joshi, Mandy Woodland, Marc Isaacs, Marc Belliveau, Marc Legault, Margaret Mereigh, Margaret Mason, Mario Bellissimo, Marjolaine Gagnon, Mark Power, Mark Berlin, Mark Newton, Martin Masse, Mary-Alice Thompson, Mathieu Bouchard, Matthew Letson, Max Weder, Melanie Del Rizzo, Melissa Burkett, Mervyn Abramowitz, Michael Green, Michael Jackson, Michael Blatchford, Michael Law, Michael Mazzuca, Michele Hurteau, Michelle Lally, Mitch Frazer, Mitchell Goldberg, Mitchell Sherman, Monica Johnson, Murray Murphy, Nancy Birt, Neil Turcotte, Norah Mooney, Oliver Borgers, Patricia Hebert, Patrick Shea, Paul Calarco, Paul Collins, Paul Dunn, Paul Harquail, Paul Kei Tamaki, Paul Smith, Paul Hesse, Paul Spurgeon, Perry Erhardt, Peter Broder, Peter Glowacki, Peter Sandiford, Peter Swanson, Philippe Capelle, Pierre Desrochers, Plamen Pantev Petkov, Priscilla Healy, Randy Hahn, Raoul Boulakia, Rénaud L. Rémillard, Richard Desgagnés, Rickcola Slawter, Robert Brun, Robert Patzelt, Robert Peterson, Robin Anthony Squires, Roch Fournier, Rodney Snow, Roger Lepage, Ronald Durand, Ross Swanson, Roxanne Israel, Saara Chetner, Sangeetha Punniyamoorthy, Seth Dalfen, Sharon Tod, Sharon Shore, Sheldon Toner, Shirley Levitan, Shuli Rodal, Silvia de Sousa, Simon Archer, Simon Barker, Simon Ruel, Simon Trela, Siobhan Goguen, Siobhan Monaghan, Stephanie Chong, Stephanie Yang, Stephen McPhee, Stephen Grant, Stephen Green, Steven Seiferling, Susan Beaubien, Susan Manwaring, Suzanne Costom, Suzanne Morin, Suzanne Smith, Terrance Carter, Thomas Dart, Trevor Scott, Thomas Achtymichuk, Thomson Irvine, Trinda Ernst, Vance Langford, Vivian Rachlis, Warren Creates, Wayne Dale, Wendy Templeton, William Cahill = 270

# COMITÉ DU RECRUTEMENT

---

Non soumis.

# COMITÉ PERMANENT DES SERVICES JURIDIQUES BÉNÉVOLES

---

PRÉSIDENTE : VIRGINIA MACLEAN

Le Comité permanent des services juridiques bénévoles a été créé par le Conseil de l'ABC lors de son Assemblée de la mi-hiver 2003. Le Comité se compose de membres provenant des provinces et territoires du Canada et des membres consultatifs représentant des domaines d'intérêt particuliers. Son mandat consiste à appuyer, promouvoir et faciliter la prestation de services juridiques bénévoles par les membres de la profession juridique sur une base continue. Le Comité a ajouté à son rôle une liaison accrue avec d'autres groupes constituants de l'ABC après la création du Comité d'accès à la justice à l'Assemblée de la mi-hiver 2001 de l'ABC.

Faits saillants des travaux du Comité :

## **1. Collaboration avec le Comité de liaison de la Cour suprême du Canada**

Le Comité des services juridiques bénévoles a eu des discussions avec le Comité de liaison de la Cour suprême après que celle-ci eut indiqué son inquiétude devant le grand nombre de personnes qui demandent d'interjeter appel à la Cour sans être représentées par un avocat. Le Comité des services juridiques bénévoles a entrepris de communiquer avec les organisations *pro bono* provinciales et territoriales, ainsi qu'avec *Pro Bono Law Students Canada*, pour encourager et faciliter le développement de listes et/ou de programmes ayant pour but d'arrimer des plaidants se présentant seuls devant la Cour à des conseillers juridiques bénévoles.

## **2. Projet de partenariat *pro bono* des Jeunes avocats et avocates**

Le Comité des services juridiques bénévoles s'est associé aux Jeunes avocats et avocates de l'ABC pour lancer un projet *pro bono* durant la Semaine des activités juridiques bénévoles de 2009. De jeunes avocats et avocates de l'ensemble du Canada participeront à une série d'événements ayant pour but de les sensibiliser aux services juridiques bénévoles.

## **3. Partenariat de balado avec les Jeunes avocats**

Le Comité des services juridiques bénévoles et les Jeunes avocats et avocates ont travaillé en partenariat pour réaliser et distribuer le fichier balado *Passionate About Pro Bono* (uniquement en anglais). Le projet a connu un succès retentissant et le fichier a été téléchargé des centaines de fois depuis son affichage sur le site Web à l'automne 2009.

## **4. Site Web et communications**

Le site Web du Comité demeure un carrefour de l'activité *pro bono*. Nous y avons récemment ajouté un centre de soutien et de ressources pour les organisations de services juridiques bénévoles partout au Canada. Le fichier balado *Passionate About Pro Bono* est disponible sur le site Web.

# **COMITÉ DES RÉOLUTIONS, CONSTITUTION ET RÈGLEMENTS**

---

**PRÉSIDENT : JEAN-FRANÇOIS LÉPINE**

Veillez consulter le cahier des résolutions ou le site CBA.org au  
<http://www.cba.org/cba/resolutions/main/>

# COMITÉ DE LIAISON AVEC LA COUR SUPRÊME DU CANADA

---

PRÉSIDENT : YVES TOURANGEAU

L'année de notre Comité fut bien remplie. Après avoir eu confirmation à l'automne des changements relativement aux frais à être accordés sur les appels et sur les demandes d'autorisation d'appels conformément aux représentations du Comité faites dans le passé, et avoir eu confirmation également de l'acceptation par la Cour des représentations faites quant aux règles de pratique relativement aux interventions des procureurs généraux, les nouvelles règles de pratique de la Cour Suprême sont entrées en vigueur en avril 2011. Nous verrons les commentaires futurs des membres de la profession relativement à l'application de ces nouvelles règles.

Nous avons rencontré la Cour le 9 mai dernier et avons eu, comme à l'habitude, une réception très cordiale de la part des juges de la Cour Suprême. Plusieurs sujets ont été discutés, dont la majorité nous avait été proposée par des interventions spécifiques de différents membres de la profession. La plupart des sujets traités a fait l'objet d'une grande ouverture de la part de la Cour et du registrariat. Il a été convenu par ailleurs que certains points nécessiteront d'autres communications dans les prochains mois avec le registraire afin d'en arriver à des propositions plus tangibles.

Il a également proposé que le Comité fasse paraître une courte publication relativement aux exigences de la Cour qui doivent être considérées par les plaideurs quant aux critères requis pour les requêtes en autorisation d'en appeler à la Cour Suprême.

Le personnel du registrariat a participé activement à cette rencontre et nous profitons de l'occasion pour remercier le registraire Roger Bilodeau et le personnel de la Cour pour la collaboration qu'ils nous apportent.

Messieurs les juges Binnie et Crownwell ainsi que Madame la juge Louise Charron participent au Comité de liaison et étaient présents lors de la rencontre.

Au niveau de la procédure, une revue a été faite des lignes directrices pour la préparation des documents à déposer devant la Cour Suprême du Canada qui ont été publiés en avril 2011. Nous encourageons les membres de la profession à consulter le site de la Cour Suprême et se familiariser avec ces lignes directrices. Le document est facile à consulter et répond à des préoccupations tant de la Cour que des membres du Barreau afin d'avoir un guide clair et concis pour le praticien.

Finalement, c'est ma dernière année à titre de président du Comité, je tiens à remercier toutes les personnes qui ont participé au cours des années à faire de ce Comité le lien privilégié entre les membres de la profession et la Cour Suprême du Canada, particulièrement les membres actuels de ce Comité, le Vice-président Gregory James Fitch, Me Inez J. Cardinal, Me Robert J. Frater et Me Jacqueline L. King sans oublier notre agent de liaison Mme Rebecca J. Bromwich.

# Comités spéciaux

# GROUPE DE TRAVAIL NATIONAL DE L'ABC SUR LES RECOURS COLLECTIFS

---

PRÉSIDENTE : SYLVIE RODRIGUE

Le Groupe de travail national de l'ABC sur les recours collectifs a officiellement démarré à l'Assemblée de la mi-hiver 2010. Le Groupe de travail est composé d'avocats de la défense, d'avocats de plaignants et de juges représentant toutes les régions du Canada. Le Groupe de travail a pour mandat d'élaborer un protocole judiciaire qui, entre autres, permettrait la communication entre juges en cas de chevauchement de recours collectifs, ainsi que la coordination et l'harmonisation des procédures de recours collectifs dont les objets se recoupent afin d'optimiser l'efficacité, réduire les coûts et éviter le doublement d'efforts. Le Groupe de travail étudiera aussi des propositions de modifications législatives ayant pour but de faciliter l'administration de recours collectifs nationaux et multijuridictionnels.

Avant d'entreprendre la première phase de son mandat (le Protocole judiciaire), le Groupe de travail a étudié un projet de réforme législative qui accorderait à la Cour fédérale un vote prépondérant en cas d'égalité pour déterminer le ressort au sein duquel un recours collectif doit être entendu. Après avoir obtenu l'opinion du professeur Patrick Monahan sur les difficultés constitutionnelles de ce type de réforme, le Groupe de travail a confirmé sa décision d'accorder la priorité à la recherche de moyens moins litigieux pour régler le problème, de moyens qui n'exigeraient pas des amendements législatifs dans tous les ressorts provinciaux.

Ce printemps, le Groupe de travail a complété un projet de Protocole judiciaire. En juin 2011, le projet a été affiché sur notre site Web (<http://www.cba.org/recourscollectifs/main/gate/index/>), et les consultations ont débuté auprès des avocats spécialisés en recours collectifs et auprès de la magistrature. Les commentaires reçus seront pris en considération avant la rédaction finale du Protocole judiciaire, et le Groupe de travail a soumis une résolution d'approbation du Protocole au Conseil de l'ABC qui sera présentée à la CJC 2011.

Le Groupe de travail a aussi collaboré avec l'*American Bar Association*, au printemps, sur deux protocoles que l'ABA avait développés pour les recours collectifs multijuridictionnels. Le Groupe de travail recommande que l'ABC entérine les protocoles de l'ABA et les a inclus dans sa résolution.

Advenant l'adoption du Protocole judiciaire par l'ABC, le Groupe de travail passera la prochaine année à promouvoir son utilisation par les tribunaux et à surveiller son degré d'efficacité. Le Groupe de travail prendra ensuite en considération des options de réforme législative, y compris le modèle élaboré par la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada.

# GROUPE DE TRAVAIL DE L'ABC SUR LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

---

PRÉSIDENT : R. SCOTT JOLLIFFE

Le Groupe de travail de l'ABC sur les conflits d'intérêts, créé en 2007, a pour mandat de développer au sein de la profession juridique un consensus sur une réforme des règles de conduite juridiques et professionnelles en matière de conflits d'intérêts, et de préparer des lignes directrices pratiques pour l'application de l'obligation de loyauté et du devoir de confidentialité. Après une série de consultations dans la profession, le Groupe de travail a publié son rapport et ses recommandations au mois d'août 2008, avec une trousse d'outils de ressources et de jurisprudence. Le même mois, le Conseil de l'ABC a adopté les 21 recommandations du Groupe de travail. Par la suite, en février 2009, le Conseil a modifié le *Code de déontologie professionnelle de l'ABC* pour que celui-ci s'accorde avec la politique énoncée dans les recommandations du Groupe de travail.

Depuis deux ans, le Groupe de travail met l'accent sur la mise en œuvre de ce qui est devenu la politique officielle de l'ABC sur les conflits d'intérêts. Il a fallu, pour ce faire, se joindre aux efforts de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada, qui tente de développer un modèle harmonisé de règles de conflits d'intérêts pour tous les barreaux du Canada. En août 2010 et de nouveau en mars 2011, le Groupe de travail a participé à un certain nombre de réunions avec les comités d'étude de la Fédération et a préparé des commentaires de fond sur leurs projets de règles. Ce dialogue se poursuit.

Le Groupe de travail communique avec les membres de l'ABC pour les informer de l'évolution des travaux de la Fédération et des barreaux individuels (ces derniers devront éventuellement porter le jugement final sur le modèle de règles). Cette communication permet aussi au Groupe de travail de se renseigner sur les expériences de conflits et préoccupations des membres de l'ABC dans l'exercice de leur profession.

En 2011, le Groupe de travail a présenté une séance de développement professionnel en ligne sur l'emploi de mandats de représentation et de lettres-contrats. Une nouvelle séance est prévue qui mettra l'accent sur les lettres-contrats dans les petits cabinets. De plus, le Groupe de travail prévoit produire un document expliquant les usages et avantages de lettres-contrats aux clients de cabinets plus petits.

Le Groupe de travail est dirigé par Scott Jolliffe, du cabinet Gowlings. Il inclut également Malcolm Mercer (McCarthy Tetrault), Simon Chester (Heenan Blaikie), et Susan McGrath (Susan McGrath, avocate), qui ont formé avec M<sup>e</sup> Jolliffe le comité de mise en œuvre du Groupe de travail. Les autres membres du Groupe de travail sont Kip Cobbett (Stikeman Elliott) et Gordon Currie (George Weston Ltée), qui ont animé le projet de développement professionnel; Dan Pinnington (LawPro) qui, avec Susan McGrath, dirige le projet de ressources pour petits cabinets; Gerald Teggart (ministère de la Justice de la Saskatchewan), Isabel Schurman (Schurman, Longo & Grenier), Robert Patzelt (*Scotia Investments*), Alan Stern (McInnes Cooper) and Sean Weir (BLG). M. le juge Robert Stack, W. Iain Scott (Doyen, Faculté de droit, University of Western Ontario) et Robert Brun (Deuxième vice-président de l'ABC) comptent parmi les anciens membres. Allan Fineblit (directeur général du Barreau du Manitoba) a assuré la liaison du Groupe de travail avec la Fédération des ordres professionnels de juristes. Joan

Bercovitch et l'équipe juridique du bureau national de l'ABC ont fourni le personnel de soutien au Groupe de travail.

**COMITÉ DE LIAISON ENTRE LA  
MAGISTRATURE DE LA COUR FÉDÉRALE ET  
LE BARREAU**

---

Non soumis

# COMITÉ DE LA COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT ET DU BARREAU

---

Non soumis.

# **GROUPE DE TRAVAIL SUR L'INDEMNISATION SANS ÉGARD À LA RESPONSABILITÉ**

---

Non soumis

# Comités de rédaction

# LA REVUE DU BARREAU CANADIEN

---

RÉDACTRICE : R. ELIZABETH BILSON, C.R.

## Numéros récents

*La Revue du Barreau canadien* est toujours à la recherche de textes érudits provenant d'universitaires et de professionnels. Dans ses numéros récents, *La Revue* a publié des articles au sujet de la *Loi sur les sociétés canadiennes à but non lucratif*; la protection de la *Charte* contre les détentions arbitraires; les prestations d'invalidité pour douleur chronique; le rôle des procureurs généraux dans les procédures judiciaires impliquant des œuvres de bienfaisance; la divulgation dans des procès criminels complexes; les lois sur la polygamie; et le caractère substantiel en droit des assurances.

Nous tentons, à *La Revue*, d'identifier des sujets d'articles analytiques et sophistiqués qui intéresseront un large auditoire d'universitaires et de professionnels. Nous sommes très satisfaits de la variété et de la qualité des textes soumis.

## Mille mercis

Je tiens à remercier le personnel du bureau national de l'ABC, en particulier Steve Hanson et Christine Sopora, pour leur aide, ainsi que le rédacteur adjoint de la *Revue*, le professeur Patrice Deslauriers, de l'Université de Montréal. Les conseils du Comité de rédaction, dont l'hon. Thomas Cromwell en est le président, sont toujours très appréciés. *La Revue du Barreau canadien* demeure la seule revue savante généraliste, bilingue et bijuridique du Canada. Sa production requiert les efforts d'un grand nombre de collaborateurs.

# Sections nationales

# CONSEIL DES SECTIONS NATIONALES

---

PRÉSIDENTE : LEILA J. GOSSELIN

Les projets de développement professionnel, de défense des intérêts et de communication ont valu des éloges à l'Exécutif du Conseil des sections nationales (CSN). *Pour plus amples renseignements sur le vaste éventail d'activités et de services spécialisés offerts par les 32 sections, veuillez consulter les rapports des sections individuelles.*

## **Prix d'excellence du Conseil des sections nationales**

Cette année, la Section nationale du droit fiscal est la récipiendaire du prix d'excellence du Conseil des sections nationales, qui célèbre et reconnaît la contribution exceptionnelle d'une section nationale en matière de service aux membres et d'avancement des objectifs de l'ABC. La présentation aura lieu à notre réunion du Conseil des sections nationales et mon rapport, présenté au Conseil de l'ABC à Halifax, comprendra un profil de cette section.

## **Halifax – Conférence juridique canadienne de l'ABC (août 2011)**

Treize sections participent à l'organisation de programmes de développement professionnel à la Conférence juridique canadienne d'août 2011. Dix-huit sections y tiendront des réunions d'affaires, permettant aux délégués intéressés de rencontrer les membres des comités exécutifs et de se renseigner sur les activités des sections. Les réunions des sections du droit municipal et de l'environnement comprennent des panels axés sur la pratique.

## **Législation et réforme du droit**

Les sections ont été fort occupées cette année, et particulièrement les sections du droit de l'immigration et de la citoyenneté, du droit pénal, du droit des régimes de retraite et des avantages sociaux, du droit fiscal, et du droit des organismes de bienfaisance et à but non lucratif. *Pour plus amples renseignements, veuillez consulter le rapport du Comité de législation et de réforme du droit.*

Les sections suivantes ont soumis à l'attention du Conseil une douzaine de résolutions touchant aux politiques de l'Association : droit des autochtones, droit administratif, PRD, organismes de bienfaisance, taxes à la consommation, droit pénal, droit des aîné(e)s, droit de l'environnement, droit de la famille, droit international, droit du travail et de l'emploi, droit des régimes de retraite et des avantages sociaux, et droit fiscal.

## **Liaison avec les cours fédérales**

S'ajoutant à deux réunions fructueuses cette année, les comités de liaison avec la Cour fédérale et avec la Cour canadienne de l'impôt ont soumis des résolutions à la CJC de Halifax concernant la rémunération des protonotaires et l'élargissement de la compétence exclusive de la Cour canadienne de l'impôt.

## **Développement professionnel**

Les sections ont contribué au grand succès des programmes de développement professionnel cette année. Ces derniers ont en effet attiré un grand nombre de participants et l'inscription aux programmes d'automne 2011 va très bien.

## **Agenda pour l'automne 2011**

Les préparatifs ont débuté en vue de la réunion d'affaires et de formation des bénévoles, et des réunions de sections individuelles avec le ministère de la Justice, en octobre 2011.

**En terminant...**

Je voudrais remercier le Comité exécutif du CSN et les centaines de bénévoles de la Section pour leur contribution exceptionnelle cette année. Un merci spécial à l'équipe des Sections et au personnel dévoué du bureau national, qui ont accompli de l'excellent boulot.

Les sections nationales apprécient la reconnaissance et le soutien des administrateurs exécutifs, du Bureau d'administration et du Comité des finances. J'ai trouvé fort plaisant mon mandat de deux ans à la présidence du Conseil des sections nationales et cela m'attriste de le voir tirer à sa fin.

# DROIT DES AUTOCHTONES

---

## PRÉSIDENT : BRAD REGEHR

La Section nationale du droit des autochtones a connu une autre année très enrichissante. En novembre 2010, la Section a tenu une rencontre fructueuse avec des représentants de Justice Canada, où on a mis l'accent sur quatre thèmes clés pour pouvoir approfondir les discussions. La Section entend adopter la même approche à la réunion d'octobre 2011 avec Justice Canada.

La Section a participé à trois réunions (septembre et octobre 2010, et avril 2011) et contribue régulièrement aux travaux du Comité de liaison Cour fédérale, Barreau autochtone et du droit des autochtones (développement de lignes directrices pour la pratique en droit autochtone, discussion et étude d'autres questions liées à la pratique).

Le représentant de la Section du droit des autochtones a participé à deux réunions du Comité de liaison entre la magistrature de la Cour fédérale et le Barreau, en novembre 2010 et mai 2011. L'apport des membres est sollicité et des rapports réguliers sont acheminés par l'entremise de la liste de diffusion et aux réunions de la Section.

En avril 2011, la Section a organisé à Winnipeg un programme très réussi de DP, intitulé *Perspectives on Treaties between Aboriginal People and the Crown* (uniquement en anglais). La séance de DP a été suivie d'une réunion d'affaires de la Section à laquelle ont participé 18 membres. La Section a proposé d'organiser un programme de DP à Saskatoon, au printemps 2012, sur les enjeux juridiques de projets de ressources naturelles pour les peuples autochtones. Un comité organisateur coprésidé par Jeff Howe, de Saskatoon, et Allison Fenske, de Winnipeg, est à pied d'œuvre.

La Section a été active sur le front législatif, cette année. En plus de soumettre un mémoire sur les règles de pratique et de procédure au Tribunal des revendications particulières, la Section a participé à un atelier d'une journée avec le Tribunal sur ce même thème en octobre 2010. La Section a aussi participé à un atelier d'un jour, encore avec le Tribunal, sur les procédures à développer pour les services de médiation offerts par le Tribunal. De plus, la Section a préparé un mémoire sur le projet de loi C-32, Loi sur la salubrité de l'eau potable des Premières nations, et comparu devant le Comité permanent des affaires autochtones.

Les membres de la Section sont tenus informés par notre bulletin électronique, *Aboriginal Writes/La voix des autochtones* (plus récente publication en février 2011). La Section a aussi lancé une liste de diffusion à laquelle tous les membres peuvent s'inscrire. Plus de 80 membres y participent présentement et nous avons reçu des commentaires très positifs au sujet de l'utilité de la liste comme outil de communication et de participation.

Notre prochaine réunion, par téléconférence, est prévue pour septembre 2011. Le président actuel, Brad Regehr, deviendra président sortant et la nouvelle présidente, Aimee Craft, assumera sa nouvelle fonction en septembre 2011.

# DROIT ADMINISTRATIF

---

PRÉSIDENT : MATHIEU BOUCHARD

La Section du droit administratif a organisé ou participé aux activités suivantes durant l'année 2010-2011 :

- Au pied du mur ou sur le haut du pavé : Grandes tendances et nouveaux enjeux en droit administratif, droit du travail et de l'emploi et droit de la vie privée et de l'accès à l'information, 11<sup>e</sup> FJP nationale en droit administratif et droit du travail et de l'emploi, avec cette année le droit à la vie privée et accès à l'information; 26-27 nov. 2010, à Ottawa. Collaboration entre les trois sections. 189 participants. L'hon. Louise Charron invitée d'honneur. Suivait la FJP notre réunion biannuelle de l'automne pour la planification de l'année à venir.
- FJP de nov. 2011. Comité en marche depuis nov. 2010. Majorité des conférenciers déjà confirmés, y compris la juge en chef Beverley McLachlin.
- « Application de la Charte des droits et libertés par les tribunaux administratifs », résolution présentée à l'assemblée de mi-hiver, adoptée à l'unanimité par le Conseil. Suites : lettres, signées par le président de la Section et les présidents des sections locales, envoyées aux ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de la Justice et autres organismes concernés visant à les informer de la résolution. Nombreuses réponses reçues et suivis par conférence téléphoniques et rencontres à venir.
- Relance des communications de la Section. Secrétaire et membre de l'exécutif désignés pour y voir. Bulletin électronique envoyé aux membres en mars; à la recherche d'un nom pour le bulletin. Compte Twitter lancé le 1<sup>er</sup> avril.
- Consultation sur la réforme des règles du Tribunal canadien des droits de la personne (le TCDP). Deux membres de la Section, dont le trésorier, ont participé à la rédaction de la position de l'ABC, avec les sections de droit du travail et de l'emploi, du droit constitutionnel et des droits de la personne et des modes alternatifs de résolution des différends. Président a participé à une rencontre organisée par le TCDP à Montréal en mai.
- Réunion biannuelle du printemps, 27 mai 2011, à Québec. Ordre du jour : FJP de nov. 2011; FJP régionale dans les Maritimes au printemps 2012; réforme des règles du TCDP; projet de résolution sur la rémunération des protonotaires de la Cour fédérale préparé par le Comité de liaison avec la Cour pour l'assemblée d'août. Organisée en conjonction avec un colloque de l'ABC-Québec (26 mai) : « Les obligations de consultation des autorités publiques et l'encadrement juridique de la participation ». 50 participants, 4 conférenciers, dont l'hon. Marie Deschamps.
- « Négociation de régimes de retraite : Résolution de différends portant sur les régimes de retraite sous financés et sur les droits de participants aux régimes dans le cadre de procédures en matière d'insolvabilité », atelier organisé avec les sections du droit des pensions et du droit du travail et de l'emploi pour la Conférence juridique canadienne d'août 2011.

# DROIT AÉRIEN ET SPATIAL

---

Non soumis.

# PRÉVENTION ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

---

PRÉSIDENTE : ANNE GOTTLIEB

[Ce rapport est un résumé]

Très active et dirigée par un Exécutif enthousiaste, la Section de prévention et règlement des différends (PRD) s'est engagée envers ses membres et envers la profession en ciblant trois domaines – la défense des intérêts professionnels, la formation juridique et la communication avec les membres.

## **Défense des intérêts**

Depuis le début de 2011, trois membres de l'Exécutif, Laura Bruneau, Pat Paradis et David Merner, ont participé au groupe de travail de l'ABC, en consultation avec le Tribunal canadien des droits de la personne. Ils ont consulté les représentants provinciaux, pour que le processus de consultation provinciale se reflète dans la perspective pancanadienne de la Section PRD. La Section a aussi donné son appui aux projets provinciaux et s'en est fait le défenseur.

## **Activités de liaison**

L'Exécutif de la Section entretient des rapports amicaux avec l'*ADR Institute of Canada* et s'efforce d'organiser des programmes conjoints, aux niveaux national et provincial, quand la situation s'y prête.

## **DPC (Développement professionnel continu)**

En avril 2011, sous la direction de Ellen Desmond et André Gosselin, la Section a présenté une séance de DP en ligne intitulée *Excuses sincères (prévues ou non par la loi) et effets sur le règlement des différends*. En août 2011, la Section de PRD de l'ABC organise un programme de trois heures à la Conférence juridique canadienne de Halifax intitulé *La proportionnalité : Un recours efficace au règlement extrajudiciaire des différends*. Ce programme comprendra quatre panels distincts, portant, entre autres, sur la médiation en assurances; l'arbitrage; les enjeux éthiques en prévention des différends; et un pot-pourri de questions d'intérêt partout au pays (droit collaboratif, règlement judiciaire des différends, médiation en cour des petites créances et médiation obligatoire).

## **Communication avec les membres**

En août 2011, à Halifax, dans un but de visibilité et d'animation, la Section offrira un déjeuner buffet pour les membres actuels et éventuels de la Section de PRD. Les personnes présentes pourront y rencontrer quatre membres de l'Exécutif actuel. Les panélistes de la séance de DP seront aussi invités à nous rejoindre au déjeuner.

## **Réunions**

En octobre 2010, l'Exécutif de la Section de PRD a tenu une réunion en personne à Montréal dans un but de visibilité accrue au Québec. Quelques membres de l'Exécutif montréalais de PRD ont été invités par Olivier Després à discuter des caractéristiques uniques des processus de règlement des différends au Québec. La rencontre a connu un succès retentissant.

L'Exécutif de la Section tiendra une réunion en personne à Vancouver, en octobre 2011. Quelques praticiens de la région seront invités à discuter de l'expérience de PRD en Colombie-Britannique. Les membres de l'Exécutif auront, par ailleurs, l'occasion d'assister à la conférence de l'*ADR Institute of Canada*, et tenir une réunion conjointe avec les représentants de cet organisme.

## **Communications**

Le bulletin de la Section, *Possibilités*, est une composante essentielle de notre programme de communication et d'éducation. Les corédactrices en chef, Moira Goodfellow et Rebecca Morse, ont produit quatre excellentes éditions du bulletin au cours des deux dernières années, dont un tout premier article en français, paru dans le numéro du printemps 2011.

## **Conférences téléphoniques**

Tous les mois, entre septembre et juin, nous organisons une conférence téléphonique d'une heure pour les membres de l'Exécutif de Section pour discuter des thèmes de la programmation, des projets et enjeux provinciaux, d'articles pour le bulletin, de jurisprudence récente et de questions de gouvernance. Des conférences téléphoniques ont également eu lieu dans le cadre des préparatifs du DP en ligne et de la CJC de Halifax.

# **DROIT DE LA FAILLITE ET DE L'INSOLVABILITÉ**

---

Non soumis.

# DROIT DES AFFAIRES

---

PRÉSIDENT : ROSS SWANSON

## ***Faits saillants de l'année en cours***

- En 2010 et 2011, offre régulière de DP en ligne de l'ABC, par l'entremise des camps de formation en droit des affaires et de la série « *Maîtres en pratique* ».
- 27 novembre 2010 – réunion du Comité exécutif de la Section, à Ottawa. Y assistaient :
  - ~ des représentants de l'Exécutif et des divisions (de partout au pays).
  - ~ des représentants de l'ABC pour discuter de projets législatifs.
- Un représentant de la Section a participé à la Conférence 2010 de la CHLC à Halifax et en a fait rapport à l'ABC et au Comité exécutif de la Section. Un représentant participera à la réunion de la CHLC à Winnipeg.
- La Section a participé aux discussions et à la préparation de mémoires concernant les modifications proposées à la *Loi sur les banques*.
- La Section (en collaboration avec le Comité des valeurs mobilières de la Section) a donné son appui au mémoire de la Section du droit des affaires de l'ABO, concernant le respect en matière de consultation du droit privé d'action de la Commission des valeurs mobilières (CVM).
- Commentaires au Comité de l'ABC sur l'Énoncé conjoint de politique sur les certificats de vérification.
- Chantal Perreault, trésorière de la Section, a participé à l'Assemblée de la mi-hiver du Conseil, dans la région de Charlevoix, du 18 au 20 février 2011.

## ***Objectifs – 2011-2012***

- Améliorer les communications entre sections de divisions, dans le but de faciliter l'accès aux documents/idées de DP, notamment au sein des divisions avec un plus faible nombre de membres actifs.
- Devenir, pour les membres, une source reconnue d'accès rentable au DP.
- Rester actif en développement de programmation de DP en ligne.
- Continuer à participer à des projets conjoints avec d'autres sections.

## ***Séance annuelle de planification***

- La séance annuelle de planification s'est tenue conjointement avec la réunion en personne du Comité exécutif, le 27 novembre 2010, à Ottawa. Le Comité exécutif tiendra occasionnellement des conférences téléphoniques pour faire progresser les projets ayant fait l'objet de discussions à cette réunion.

**Communications** (renforcement du contenu de la page Web)

- Page Web  
La Section a proposé plusieurs liens additionnels vers la page Web de la Section et entend mieux utiliser l'infrastructure Web existante et d'autres outils en ligne pour améliorer les communications entre les sections de divisions.

**Services spécialisés aux membres**

- La Section du droit des affaires reconnaît que plusieurs de ses membres exercent seuls ou dans des petits cabinets. La Section a mis sur pied son camp de formation en droit des affaires pour répondre aux besoins de développement professionnel de ces membres. Ces programmes se sont avérés fort populaires et ont servi de modèles à d'autres sections pour l'organisation de webinaires.

# ORGANISMES DE BIENFAISANCE ET À BUT NON LUCRATIF

---

## PRÉSIDENT : TERRANCE S. CARTER

Les membres du Comité exécutif se sont réunis mensuellement par conférence téléphonique. Voici quelques-uns des dossiers entrepris par l'Exécutif et quelques activités de la Section :

1. Le Symposium national de 2011 du droit des organismes de bienfaisance a eu lieu à Toronto le 6 mai 2011. Terry Carter, Linda Godel et les membres du Comité organisateur peuvent se féliciter de la réussite de l'événement. Les séances de DP de la réunion annuelle de 2012 et le symposium de 2012 sont déjà en préparation.
2. Nous poursuivons nos interventions en législation et en réforme du droit.
3. Nous avons notamment présenté :
  - Le formulaire annuel T3010 et le Guide des organismes de bienfaisance enregistrés T4033 – mars 2011
  - Inscription aux organismes de bienfaisance enregistrés et programmes de développement économique communautaire – mars 2011
  - Lettre au ministère des Finances au sujet de la réforme du contingent des versements – en attente
  - Lignes directrices CPS-028 — Les activités de financement par les organismes de bienfaisance enregistrés – octobre 2010
  - Projet de règlements pour la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* – septembre 2010
  - Projet de loi C-470 — Loi modifiant la *Loi de l'impôt sur le revenu* – septembre 2010
  - Dispositions du budget fédéral de 2011 concernant les organismes de bienfaisance – en attente
4. Nos membres conseillent Revenu Canada en matière de gestion de l'impôt sur le revenu.
5. Nos membres entretiennent des rapports avec Finances Canada sur les aspects juridiques des politiques de l'impôt sur le revenu.
6. Nous continuons de publier *Parlons de bienfaisance*, le bulletin de la Section (Kate Lazier et Elena Hoffstein, corédactrices) et d'améliorer le site Web pour les membres (responsable – Cliff Goldfarb).
7. Nous avons créé plusieurs comités en rapport avec les thèmes suivants :
  - Réforme du contingentement des versements
  - Révision des lignes directrices de l'ARC sur les activités de financement
  - Réforme de la TPS/TVH

- Révision des lignes directrices sur les activités à l'étranger
  - Projet de loi C-4 – nouvelle *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*
  - Révision des directives en matière d'activités commerciales complémentaires
  - Révision du formulaire T3010B
  - Questions de droit des organismes à but non lucratif
  - Révision du projet de loi 470 (limitation des revenus annuels des cadres supérieurs d'organismes de bienfaisance)
  - Coordination des projets provinciaux
  - Mémoire sur la Cour canadienne de l'impôt
  - Étude et commentaires des Lignes directrices de l'ARC sur les organismes de bienfaisance enregistrés et programmes de développement économique communautaire
  - Budget fédéral 2011
8. La Section continue de participer officieusement au groupe de coordination des relations avec le gouvernement, une association relâchée d'organismes bénévoles, y compris l'*Association of Fundraising Professionals*, l'Association canadienne des professionnels en dons planifiés et Imagine Canada. Des représentants de la Section siègent au groupe de travail technique de l'ARC et prodiguent des conseils au ministère des Finances lors des consultations prébudgétaires.
9. Comme par les années précédentes, la Section désire exprimer ses plus sincères remerciements au personnel de l'ABC, incluant entre autres Catherine Bisson, Rebecca Bromwich et Leslie Huard.

# DROIT DE L'IMMIGRATION ET DE LA CITOYENNETÉ

---

PRÉSIDENTE : CHANTAL ARSENAULT

## FAITS SAILLANTS – RÉALISATIONS DE L'ANNÉE EN COURS

- Réunions avec l'administration centrale de différents ministères, y compris CIC, ASFC et RHDC;
- Mémoires législatifs et politiques sur différents aspects du droit de l'immigration;
- Séance nationale de DP à Gatineau (Québec), coprésidée par le ministre de la Justice, à laquelle ont participé plus de 300 délégués, y compris 12 juges de la Cour fédérale et de la Cour d'appel fédérale et une conférencière invitée, Kathleen Weil, ministre de l'Immigration du Québec;
- Deux présences devant le Comité permanent de l'immigration;
- Rencontres avec les conseillers principaux de Jason Kenney, ministre fédéral de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme;
- Tenue à jour d'une populaire liste de diffusion nationale en immigration pour les membres;
- Réunions avec les porte-parole en immigration de tous les partis.

## SÉANCES ANNUELLES DE PLANIFICATION

Le Comité exécutif de la Section tient deux réunions officielles à tous les ans, ainsi que de nombreuses conférences téléphoniques et communications par courriel, selon les besoins. Une réunion a lieu au printemps dans le cadre de notre DP national, et la seconde à l'automne, à l'occasion de rencontres officielles avec différents ministères à Ottawa.

## COMMUNICATIONS

Notre Section communique avec ses membres par l'entremise d'une liste de diffusion nationale, où nos membres échangent des idées, des questions et des opinions. Cet outil est fort apprécié des membres et témoigne de la collégialité de notre Section. Nous publions aussi un bulletin électronique, *Vision d'immigration*, deux fois l'an, et utilisons le site Web de l'ABC pour archiver les mémoires et afficher les activités à venir.

## DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL

La Section a tenu sa conférence annuelle de développement professionnel au Casino du Lac-Leamy, à Gatineau (Québec), du 13 au 15 mai. La conférence a connu un succès retentissant avec près de 300 délégués, attirant des membres de la Section de partout au pays ainsi que des cadres supérieurs de ministères et des juges de la Cour fédérale et la ministre de l'Immigration du Québec. La préparation de la conférence de DP du printemps à Kelowna (C.-B.) est déjà en cours. Un programme conjoint de développement professionnel avec CIC pour les juges de la Cour fédérale, issu des discussions avec le juge en chef à la conférence de DP de Halifax, l'an dernier, a eu lieu le 12 mai 2011.

## LÉGISLATION ET RÉFORME DU DROIT

Depuis septembre 2010, notre Section a préparé ou participé à la préparation de 12 mémoires et/ou présentations :

### **Mai 2011**

- Avis de sollicitation d'observations concernant une proposition de créer une période de résidence permanente conditionnelle : lettre adressée à CIC
- RIPR (*5-Year Sponsorship Ban Residence for Spousal Sponsors* (uniquement en anglais) — Projet de modifications : lettre adressée à CIC
- Modifications aux Règlements sur l'immigration et la protection des réfugiés (catégorie du pays d'origine)

### **Avril 2011**

- Modifications aux Règlements sur l'immigration et la protection des réfugiés (catégorie de personnes de pays source)

### **Mars 2011**

- Délais de traitement des demandes d'immigration dans les catégories du regroupement familial et des investisseurs

### **Janvier 2011**

- Modifications aux Règlements sur l'immigration et la protection des réfugiés (aides familiaux résidents)
- Modifications aux Règlements sur l'immigration et la protection des réfugiés (évaluation obligatoire des compétences linguistiques)

### **Décembre 2010**

- Règles de la Section de la protection des réfugiés et de la Section d'appel des réfugiés

### **Novembre 2010**

- Projet de loi C-49 — *Loi visant à empêcher les passeurs d'utiliser abusivement le système d'immigration canadien*
- Modifications aux Règlements sur l'immigration et la protection des réfugiés, art. 133

### **Octobre 2010**

- Projet de loi C-35 (*loi sévissant contre les consultants véreux*)

### **Septembre 2010**

- Règles de pratique du CISR

## **ACTIVITÉS DE LIAISON**

Par l'entremise de notre Comité exécutif et de membres de notre Section, nous avons participé aux activités suivantes :

- Réunions du Conseil des sections nationales;
- Réunions semestrielles avec des représentants de CIC en novembre 2010 et juin 2011
- Comité consultatif des pratiques et procédures de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, ainsi que les comités sur les règles de la Cour fédérale et de liaison avec la Cour fédérale;
- Diverses réunions avec le ministère de la Justice, ASFC, RHDC et le Comité des considérations d'ordre humanitaire;
- Présences expertes aux audiences du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration;
- Consultations ad hoc organisées par Citoyenneté et Immigration Canada.

## **COMMUNICATION AVEC LES MEMBRES**

Notre liste de diffusion continue de connaître beaucoup de succès, et la conférence nationale nous permet de recevoir les commentaires de nos membres. Les commentaires des membres sur le caractère inclusif de la Section ont suscité un examen de la possibilité d'un changement de nom, y compris un sondage par courriel pour obtenir les réactions de membres et des suggestions de noms pour la Section.



## **PROJETS SPÉCIAUX**

Un sondage en préparation aura pour but d'évaluer les options d'avantages aux membres. Il sera bientôt distribué. Nous travaillons aussi à la préparation d'une trousse d'outils pour aider les membres à conserver un avantage concurrentiel dans l'exercice du droit de la citoyenneté et de l'immigration.

## LITIGE CIVIL

---

PRÉSIDENT : DAVID G. O'BRIEN, C.R.

### **EFFECTIF**

La Section nationale du litige civil compte 5 006 membres. Le Comité exécutif est actif et représentatif de la diversité professionnelle, sexuelle, géographique et ethnique de la profession.

### **ACTIVITÉS ANNUELLES**

Le Comité exécutif de la Section a tenu sa réunion annuelle de planification le 23 octobre 2010, à Ottawa. La Section était représentée par le président aux réunions du Conseil des sections nationales, le 7 novembre 2010, à Ottawa, et en février 2011 à La Malbaie (Québec). Le président de la Section a aussi participé à l'Assemblée de la mi-hiver du Conseil à La Malbaie. La Section déléguera des représentants aux réunions du Conseil des sections nationales et du Conseil de l'ABC à l'occasion de la Conférence juridique canadienne 2011, à Halifax.

### **LIAISON AVEC L'ABA**

Au moment de préparer ce rapport, le président avait été invité à présenter ses salutations à l'Exécutif de la Section du litige de l'*American Bar Association*, à l'occasion de la réunion d'affaires de ce dernier à Toronto, le 5 août 2011, dans le cadre du congrès de l'ABA. C'est probablement la première fois qu'un membre de notre Comité exécutif aura l'occasion de s'adresser à notre section sœur des États-Unis. Nous espérons que cette présence favorisera un engagement et une coopération futurs entre les deux sections.

### **DÉFENSE DES INTÉRÊTS PROFESSIONNELS**

À la demande d'un membre du Nouveau-Brunswick, le président a proposé à l'ABC d'intervenir dans l'affaire *Sparkes c. Dubé* (décision sur la divulgation de données Facebook) pour défendre le droit aux services d'un avocat et le secret professionnel. Nous avons commencé à préparer une demande officielle d'intervention de l'ABC quand nous avons appris que l'affaire avait été résolue sans aller en Cour d'appel.

### **BULLETIN**

La Section a publié un numéro de son bulletin, *Le civiliste*, en septembre 2010.

### **DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL**

La Section organise un programme de DP durant la CJC de 2011, à Halifax, à propos des progrès du Groupe de travail sur l'harmonisation des recours collectifs au Canada.

La Section est fière d'annoncer qu'elle a soumis un projet sur la plaidoirie efficace à la Cour suprême du Canada, pour la CJC de 2012, à Vancouver. L'ancien juge de la Cour suprême Michel Bastarache C.C., Eugene Meehan, c.r., et Bernard Amyot, Ad.E., ont accepté d'y participer. Ce programme sera certainement l'un des faits saillants de la CJC de 2012 à Vancouver.

La Section a aussi soumis un second projet de programme pour Vancouver 2012, portant sur l'évolution des règles et de la pratique en matière de la preuve d'experts.

# TAXES DE VENTES ET À LA CONSOMMATION

---

PRÉSIDENT : CRAIG MCDOUGALL

## Faits saillants – Réalisations de l'année en cours

- Échanges réguliers et fructueux avec l'Agence du revenu du Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada, le ministère des Finances (modifications législatives à la TVH/TPS), la Cour canadienne de l'impôt et le Tribunal canadien du commerce extérieur, dans le but d'obtenir de l'information sur les politiques et procédures pour les membres de la Section. Ces renseignements sont affichés sur le site Web de l'ABC.
- Articles du bulletin de section, complétés et publiés en avril 2011.
- Rencontres avec l'Agence du revenu du Canada, La Direction des décisions de la TPS/TVH et le ministère des Finances, en février 2011.
- Rencontre avec le ministère de la Justice en novembre 2010.
- Présentation d'un programme sur la TVH à la Conférence juridique canadienne de l'ABC en août 2010.

## Politiques et législation

- Le Comité de liaison de la Section de la taxe à la consommation, des douanes et du commerce et la Cour canadienne de l'impôt étudient les modifications aux règles et les possibilités de thèmes pour une réunion éventuelle.
- La réunion annuelle avec la Direction des décisions de la TVH/TPS de l'Agence du revenu du Canada a eu lieu à Ottawa, le 24 février 2011. Les questions et les réponses de l'ARC de la réunion de 2010 ont été affichées sur les pages Web de la Section. Celles de 2011 le seront également dès qu'elles seront disponibles.
- La Section a rencontré la Division des taxes de vente du ministère des Finances le 3 mars 2010 pour discuter des projets d'amendements à la *Loi sur la taxe d'accise*. Ces modifications ont été bien reçues, mais elles seront retardées à cause de la mise en œuvre de la TVH. Nous avons aussi discuté de la mise en œuvre rétroactive de certains frais de service financiers. Cette proposition a été mal reçue. Une réunion de suivi a eu lieu avec le ministère des Finances le 23 février 2011.
- La Section a commenté le projet de résolution d'élargissement de la compétence exclusive de la Cour canadienne de l'impôt.
- Préparation de mémoire en cours sur la double taxation (TVH et TVP) d'honoraires d'avocats.

## Projets/Activités spéciales

- Discussions en cours avec l'Institut canadien des comptables agréés en vue d'une collaboration sur les questions de taxes à la consommation.

# DROIT DE LA CONCURRENCE

---

PRÉSIDENTE : MICHELLE LALLY

- Acquisition du *Canadian Competition Record* de Fraser Milner Casgrain s.r.l. et création du Comité du *Canadian Competition Record*
- Création du Comité des conseillers juridiques d'entreprises
- Conférence annuelle d'automne en droit de la concurrence (Gatineau) 30 septembre – 1<sup>er</sup> octobre
- Remise du Prix James H. Bocking de 2010 pour dissertations étudiantes sur les lois et les politiques de droit canadien de la concurrence
- Réunion entre le Comité exécutif de la Section et le Commissaire de la concurrence et ses dirigeants principaux, le 30 septembre 2010
- Publication de la 2<sup>e</sup> édition de *Principes fondamentaux du droit canadien de la concurrence*
- Tables rondes avec la Direction générale des fusions sur les Lignes directrices pour les fusions (lieux des consultations nationales) à différentes dates, entre novembre et décembre 2010
- Table ronde du Comité d'examen des investissements étrangers avec la Direction de l'examen des investissements et le ministère du Patrimoine canadien (Vancouver), 6 décembre 2010
- Table ronde du Comité des pratiques de marketing avec la Direction des pratiques équitables, le 4 mai 2011, avec environ 40 participants
- Nos comités de sections ont organisé six déjeuners-causeries téléphoniques sur une variété de thèmes, joignant près de 500 participants
- Aide à l'Université de Toronto pour la relance du Symposium sur le droit de la concurrence, intitulé cette année *Competition Policy Institutions: Design and Decision-Making Process*, le 8 avril 2011
- Réunion du président et du vice-président de la Section avec le président de la Section de droit antitrust de l'ABA, le 30 mars 2011
- Forum annuel du printemps, intitulé « Regard sur l'aspect civil » (Toronto), le 3 mai 2011
- Table ronde sur les fusions avec le Commissaire adjoint de la concurrence et la Direction générale des fusions (Toronto), 30 juin 2011

- Mini-conférence du Comité de l'examen des investissements étrangers avec le ministère du Patrimoine canadien et la Direction de l'examen des investissements, ainsi qu'avec un expert chinois en fusions (Toronto), 24 juin 2011
- Planification de la Conférence annuelle d'automne en droit de la concurrence (Gatineau) 6 – 7 octobre 2011
- Présentation des mémoires suivants au gouvernement :
  - Projet de loi C-452 : Modifications à la *Loi sur la concurrence* (enquête sur un secteur de l'industrie): **Lettre au Comité permanent de l'industrie, de la science et de la technologie, et comparution devant le Comité**
  - Foreign Invention Policy in Book Publishing and Distribution??? (je n'ai rien trouvé qui ressemble à ça...) : **Mémoire à Patrimoine canadien et participation aux consultations publiques**
  - Commentaire sur les Lignes directrices sur les fusions : **Mémoire au Bureau de la concurrence**
  - Examen de la Loi sur Investissement Canada : **comparution devant le Comité permanent de l'industrie, de la science et de la technologie**
  - **Réunion du comité exécutif de la Section avec le Commissaire de la concurrence et l'équipe de direction du Bureau de la concurrence**

# DROIT CONSTITUTIONNEL ET DROITS DE LA PERSONNE

---

PRÉSIDENT : GRAEME G. MITCHELL, C.R.

En 2010-2011, la Section du droit constitutionnel et des droits de la personne a poursuivi ses activités de défense des intérêts et de développement professionnel. Des représentants de la Section ont collaboré avec des collègues de la Section nationale du droit du travail et de l'emploi et de la Section de prévention et règlement des conflits à la préparation d'un document, intitulé « *Consultation avec les personnes intéressées du Tribunal Canadien des droits de la personne* ». Complété en juin 2011, ce document a été préparé en réponse à la demande du président du Tribunal canadien des droits de la personne, qui avait invité les parties intéressées à proposer des moyens d'améliorer les procédures du Tribunal et de les rendre plus accessibles aux plaignants et intimés.

La Section suit aussi de près le projet de modification au processus de nomination et à la durée du mandat des sénateurs, présenté par le nouveau gouvernement. En avril 2008, la Section avait présenté un mémoire intitulé *Projet de loi C-20 – Loi sur les consultations concernant la nomination des sénateurs* et portant sur les changements proposés par le gouvernement conservateur de l'époque. Un certain nombre de ces propositions sont reprises dans le nouveau projet de loi et la Section surveillera leur progression. Elle préparera un nouveau mémoire au besoin.

La Section a produit un numéro de son bulletin, *Mise au point*, en septembre 2010.

Le 10 juin 2011, la Section a présenté un programme d'une journée de DP à Ottawa, intitulé « La Constitution non écrite » à laquelle l'ancien premier ministre, le très hon. Joe Clark, était conférencier invité. Le comité exécutif de la Section s'est aussi réuni le 11 juin, à Ottawa, pour discuter de fonctionnement et de programmation future. La Section a également soumis un projet de programme sur la laïcité de l'État pour la CJC de Vancouver en 2012. Au moment d'écrire ces lignes, aucune décision n'avait été prise.

Le Comité exécutif de la Section a organisé un certain nombre de conférences téléphoniques durant l'année. Également, des représentants de l'Exécutif ont participé à la réunion du Conseil des sections nationales, à Ottawa, le 7 novembre 2010, et rencontré des représentants du ministère fédéral de la Justice le lendemain. Le vice-président représentera la Section à la CJC 2011 de Halifax, en août.

# DROIT DE LA CONSTRUCTION

---

PRÉSIDENTE : PATRICIA L. MORRISON

## RECRUTEMENT

La Section du droit de la construction compte 1 644 membres, et un Exécutif très actif de 10 membres représentant bien la diversité des juristes canadiens (hommes, femmes, régions géographiques).

## ACTIVITÉS ANNUELLES

La Section a organisé une réunion du Comité exécutif et une séance annuelle de planification en personne le 10 octobre 2010, avant la séance de DP en droit de la construction, à Québec. La Section était représentée à la réunion du Conseil des sections nationales à Ottawa, en novembre 2010, et aux assemblées de la mi-hiver du CSN et du Conseil national, dans la région de Charlevoix, en février 2011. On prévoit que la Section soit représentée aux réunions du CSN et du Conseil national à la CJC de Halifax.

## ACTIVITÉS DE LIAISON

La Section a poursuivi sa tradition d'activités de liaison avec la Section du droit de la construction de l'*American Bar Association* (ABA) en déléguant un représentant de la Section au congrès annuel de la section américaine.

## DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL

La Section a tenu avec succès sa conférence semestrielle de DP en droit de la construction à Québec, en octobre 2010. La prochaine conférence de DP, qui doit avoir lieu en 2012 à Halifax ou St. John's (Terre-Neuve), est en cours de préparation.

# DROIT PÉNAL

---

PRÉSIDENTE : MARGARET GALLAGHER

## FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE EN COURS

- La Section intervient en matière de défense des intérêts au nom de l'ABC, principalement en matière de législation et de réforme du droit. La Section espère que ses travaux en matière de législation et de réforme du droit, qui sont l'œuvre du Comité exécutif et de plusieurs membres bénévoles, rendent service aux membres et ont un impact appréciable sur le développement des politiques de justice pénale au Canada.
- Autres réalisations : réunions du Comité exécutif de la section auxquelles participent les présidents de sections provinciales et les membres de toutes les régions du pays. La première réunion a eu lieu à la fin de novembre et comprenait une rencontre avec le ministère de la Justice. La deuxième réunion a eu lieu en mai 2011 à Montréal.
- Aussi, nous avons relancé le Comité sur l'emprisonnement et la libération.
- Nous continuons d'offrir des séances de DP en ligne. La plus récente, sur l'ETCAF, a eu lieu en mai 2011. Une autre séance de DP en ligne est prévue au printemps 2012.
- L'Exécutif de la Section continue de recruter des nouveaux membres et cherche à augmenter la participation aux travaux de législation et de réforme du droit. Au cours de la dernière année, un nombre accru de membres a participé aux travaux du Comité de la réforme du droit.
- Toutes les activités de la Section se déroulent dans un esprit d'équité.

## SÉANCE ANNUELLE DE PLANIFICATION

Le Comité exécutif se réunit deux fois l'an pour examiner les priorités et attribuer les responsabilités.

## COMMUNICATIONS

Bulletin de section  
Page Web de section

## LÉGISLATION ET RÉFORME DU DROIT

La Section représentera l'ABC aux séances de droit pénal de la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada, à Winnipeg, en août 2011. La Section y proposera deux résolutions.

## **MÉMOIRES AU GOUVERNEMENT**

La Section a présenté, entre autres, les mémoires suivants au gouvernement au cours de l'année qui s'achève :

Mars 2010

Efficacité et accès en matière de justice – rapport sur la réforme des jurys  
Lettre adressée à Justice Canada

Mars 2010

Rapport Wells sur le décès d'un détenu souffrant d'une maladie mentale  
Lettre adressée au ministère de la Justice de Terre-Neuve et Labrador

Mai 2010

Impaired Driving – Modernizing Transportation Provisions of the Criminal Code  
(uniquement en anglais)  
Mémoire présenté à Justice Canada

Projet de loi C-391 – Abrogation du registre des armes d'épaule

Lettre adressée au Comité permanent de la justice et des droits de la personne

Juin 2010

Projet de loi C-4 Modifications à la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents

Mémoire présenté au Comité permanent de la justice et des droits de la personne

Novembre 2010

Projet de loi C-5 – Modifications à la Loi sur le transfèrement international des délinquants

Mémoire présenté au Comité de la sécurité publique et nationale

Décembre 2010

Projet de loi C-48 – Modifications au Code criminel (Loi protégeant les Canadiens en mettant fin aux peines à rabais en cas de meurtres multiples)

Lettre adressée au Comité permanent de la justice et des droits de la personne

Décembre 2010

Projet de loi C-17 – Modifications au Code criminel (Investigation et engagement assorti de conditions)

Lettre adressée au Comité de la sécurité publique et nationale

## **ACTIVITÉS DE LIAISON**

- Ministère de la Justice
- Conférence pour l'harmonisation des lois du Canada
- Barreau pénal international – la Section nationale du droit pénal représente l'ABC
- Associations nationales actives en droit pénal

## **RÉUNIONS**

- Réunion de l'Exécutif, mai 2011 (Montréal)

- Réunion de l'Exécutif, novembre 2010 (Ottawa)
- Réunion avec le ministère de la Justice
- Participation des présidents provinciaux de sections et des membres de l'Exécutif de tous les territoires et provinces, qui agissent comme courroie de communication avec les membres individuels.

# DROIT DES AÎNÉS

---

PRÉSIDENTE : JANE A. G. PURDIE, C.R.

## Faits saillants de l'année en cours

- Des représentants de la Section ont participé à toutes les réunions prévues du Conseil et des sections à Niagara Falls, à Ottawa et à Charlevoix, et plusieurs membres se sont engagés à participer à la CJC de Halifax où aura lieu une réunion de la Section;
- La Section n'a pas participé à la réunion d'orientation de novembre 2010, mais une date est déjà fixée pour 2011 et nous prévoyons y déléguer un représentant;
- Nous avons organisé une commandite très réussie à la CJC de 2010 avec la vente de barres de chocolat et des macarons "*Ask me about Elder Law*";
- Apport et suivi au groupe de travail fédéral sur la Planification préalable des soins; au rapport révisé sur la Planification préalable des soins, réalisé après plusieurs mémoires, qui ne reflétait pas complètement l'essence de la position de l'ABC;
- Coordination, avec la Section du droit pénal, de la rédaction d'une résolution d'opposition aux propositions du gouvernement de créer un ou plusieurs délits traitant de façon spécifique de la violence contre les aînés;
- Planification d'une série de webinaires sur le thème collectif « Sexe, drogues et rock n' roll », prévue de l'automne 2011 au printemps 2012, et après;
- De nombreux commentaires reçus des divisions provinciales – et des représentants de 8 divisions ou sections provinciales ont participé à la réunion en personne à Ottawa. La présence de membres provinciaux enthousiastes a insufflé un dynamisme additionnel;
- Nomination d'un membre à la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada, sur les licences aux fiduciaires;
- Commentaires fournis à la Direction de la Législation et de la réforme du droit de l'ABC au sujet du financement de Nouveaux horizons; de la facilitation des demandes et de la poursuite des paiements de supplément de revenu garanti; et des préoccupations concernant l'exposition ou les avertissements en matière de pratiques bancaires abusives.

## Objectifs 2011-2012

- Organisation d'un programme de développement professionnel, conjointement avec l'association américaine NAELA (*National Association of Elder Law Attorneys*) à leur réunion de Seattle, en avril 2012, traitant de dossiers transfrontaliers;
- Présentation d'un programme de développement professionnel avec la Section du droit pénal à la CJC de 2012;
- Suivis des priorités de planification à long terme soulevées à la réunion en personne;
- Consolidation du réseautage avec les sections provinciales et accroissement de la participation des sections provinciales et territoriales; activités de liaison avec les autres organisations juridiques de services aux aînés; réponses et commentaires face aux projets fédéraux, provinciaux et territoriaux concernant les aînés; diffusion d'information pour les membres dans leurs sections provinciales;
- Intensification de la communication entre les membres de la Section et augmentation de l'effectif; intensification des communications transculturelles.

# DROIT DE LA FAMILLE

---

## PRÉSIDENTE : ANU OSBORNE

### A] Faits saillants – Réalisations de l'année en cours

Notre réunion du printemps 2011 a eu lieu le 28 mai à Skagway (Alaska).

Deux activités éducatives auxquelles le Comité exécutif a participé ont précédé la réunion.

Le 26 mai, nous avons présenté un programme gratuit d'éducation publique. Des membres de l'Exécutif étaient disponibles pour renseigner les intéressés sur les grands secteurs du droit familial, y compris la mobilité, la violence conjugale, la séparation, la propriété matrimoniale sur les réserves, l'accès à la justice familiale, ainsi que des questions sociales telle l'ETCAF. Le vendredi 27 mai, l'Exécutif a présenté un programme de DP aux membres du Barreau et de la magistrature du Yukon, portant sur l'outrage au tribunal, la violence conjugale, les réclamations en responsabilité civile, la capacité d'offrir des directives aux avocats, les pensions alimentaires, ainsi que les meilleures pratiques et stratégies.

Le programme de formation a été bien accueilli et a attiré de nombreux participants.

La réunion de l'Exécutif a été très fructueuse. De nombreuses activités sont prévues pour l'année qui s'amorce, y compris : participation à l'évaluation des lignes directrices consultatives sur les pensions alimentaires (demande du ministère de la Justice); deux séances de DP en ligne sur les fiducies judiciaires et les pensions alimentaires pour enfants/adultes (sujettes à approbation); projet de programme sur le droit collaboratif à la CJC de 2012 (sujet à approbation). Nous avons aussi créé un certain nombre de comités qui, nous l'espérons, démarreront au cours de la prochaine année dans les secteurs suivants : droit collaboratif, législation et réforme du droit, participation des enfants/entrevues traditionnelles des enfants, meilleur intérêt de l'enfant et statut de l'enfant. Nous avons l'intention de travailler en collaboration avec la Section de PRD sur le droit collaboratif.

Un numéro du bulletin de la Section a été publié durant l'année et un nouveau numéro est prévu pour octobre 2011.

Notre réunion d'automne aura de nouveau lieu à Ottawa, dans le cadre de la rencontre avec le ministère de la Justice, en novembre 2011. Nous voulons continuer à renforcer nos liens avec le ministère de la Justice et avons l'intention d'adopter une approche proactive à cet égard. Nous préparons présentement une liste de sujets d'intérêt que nous désirons aborder avec le ministère à l'automne.

**B] Objectifs [2011 – 2012]**

En plus de cibler les secteurs ci-dessus, nous prévoyons continuer d'utiliser notre réunion du printemps comme forum de communication avec les communautés juridiques plus petites. Nous avons commencé la tenue de ces réunions en 2007 à Yellowknife, en 2008 à Charlottetown, en 2009 à St. John's (Terre-Neuve), en 2010 à Saint-Jean (Nouveau-Brunswick) et en 2011 à Whitehorse (Yukon). Nos séances de formation juridique publique et de DP ont accru la visibilité de la Section et encouragé la participation des membres dans chaque région. Nous avons discuté de la possibilité de tenir notre réunion du printemps 2011 à Kamloops (Colombie-Britannique).

# DROIT DE LA SANTÉ

---

PRÉSIDENTE : ANNETTE LEFEBVRE

## Faits saillants de l'année en cours

- Le troisième Sommet biennal du droit de la santé a eu lieu à Montréal les 26 et 27 mai 2011.
    - Le Comité de DP de la Section a travaillé très fort tout au long de l'année. Le succès de cette conférence, à laquelle 130 personnes de partout au pays ont participé, en atteste.
    - Le Comité de la Section a réussi à recueillir 30 500 \$, en hausse de plus d'un tiers sur les années précédentes et un record absolu pour la Section du droit de la santé. Ce niveau de financement a permis au Comité de DP d'attirer et de subventionner des conférenciers de renom de toutes les régions, et de couvrir la totalité des coûts du cocktail de réseautage et du dîner du jeudi (inclus dans les frais d'inscription).
    - La Conférence de DP a proposé un excellent programme comprenant six séances sur une journée et demie, avec un excellent calibre de présentateurs dans un éventail de thèmes intéressant les membres de la Section du droit de la santé et les membres d'autres sections apparentées :
      - Le 26 mai, à la séance d'ouverture intitulée *Prendre en charge des comportements perturbateurs*, six panélistes médicaux et juridiques ont approfondi ce thème épineux. Mme la juge Chantal Corriveau a animé la seconde séance, intitulée *Évaluation des dommages-intérêts*.
      - Le vendredi matin, cinq conférenciers ont abordé différents thèmes durant la séance sur la défense des droits de personnes souffrant de santé mentale. Les délégués avaient un choix difficile à faire entre deux séances parallèles, *Favoriser la sécurité des patients* et *Le rôle évolutif des experts*.
      - Après un déjeuner-causerie, les participants à la Conférence ont eu droit à une mise à jour pancanadienne du droit de la santé, animée de manière divertissante par Simon Potter.
    - Le cocktail-réseautage, tenu à la Cour d'appel récemment restaurée, conçue par le célèbre architecte Ernest Cormier et abritant une collection prestigieuse d'œuvres d'art, fut l'un des points saillants de la Conférence. M. le juge Allan Hilton et ses stagiaires en droit ont animé des visites guidées du tribunal pendant que les invités sirotaient les cocktails et dégustaient les hors-d'œuvre.
- Les participants se sont ensuite rendus à pied à l'hôtel Sainte Sulpice, toujours dans le Vieux-Montréal, pour un dîner mémorable avec leurs collègues et les conférenciers.

## Communications

- Deux numéros du bulletin *Murmures* ont été publiés cette année dans l'ensemble du Canada et portaient sur différentes questions relatives au droit de la santé.
- Le site Web du droit de la santé de l'ABC est maintenant accessible.

## Réunions

- Le Comité exécutif s'est réuni le samedi 28 mai après la conférence de DP.
- Réunions régulières par conférence téléphonique, au moins à tous les deux mois.
- Le Comité de DP de la Section a tenu des conférences téléphoniques mensuelles à l'automne de 2010, suivies d'appels aux panélistes. Le comité tout entier s'est réuni par téléphone avant la conférence. De plus, le comité de Montréal s'est réuni en personne au moins trois fois et ses membres ont régulièrement communiqué entre eux dans les mois précédant le Sommet.
- La Section était représentée à l'atelier d'orientation du Conseil des sections nationales, au mois de novembre.
- Malheureusement, nous n'avons aucun représentant à l'Assemblée de la mi-hiver de Charlevoix.

## Défense des intérêts

- La Section du droit de la santé a reçu des mises à jour régulières concernant le *Modèle de planification préalable des soins*. La Section s'est efforcée de participer à la journée nationale de discussion sur la planification préalable des soins de santé, dans l'espoir que cette participation devienne une activité régulière de la Section.

## Développement professionnel (DP, programmes à la CJC de l'ABC, autres activités de DP en personne/en ligne)

- La Section du droit de la santé commencera à planifier le prochain Sommet national du droit de la santé pour 2013. À la réunion du 28 mai du Comité exécutif, une vive discussion a eu lieu au sujet de l'emplacement. Le Sommet de 2013 devrait normalement se tenir dans l'est du pays, mais certains s'inquiètent d'un nombre insuffisant de participants.
- À l'automne 2011, la Section entend étudier la possibilité d'organiser un webinaire.
- Aucun mémoire législatif ou politique n'a été présenté.
- Le projet de planification préalable des soins a été complété.
- ICSP – Michael Waite (délégué de la Section) assistera à la prochaine réunion de l'Institut canadien pour la sécurité des patients (avec droit de vote).

# DROIT DES ASSURANCES

---

PRÉSIDENT : JOHN A. VAMPLEW

La Section nationale du droit des assurances a tenu sa réunion annuelle le 2 avril 2011. On y a discuté de nouveaux projets et d'activités futures, en plus de prendre connaissance de mises à jour des sections provinciales de droit des assurances. La discussion sur ces mises à jour constitue, pour les représentants de sections provinciales, une occasion précieuse d'échanger avec leurs collègues des idées qu'ils pourront incorporer aux activités dans leur province.

De cette récente réunion est issu un engagement renouvelé à offrir aux membres de la Section du droit des assurances des occasions de développement professionnel. À cette fin, les activités suivantes sont prévues :

- Un webinaire, devant avoir lieu le 10 novembre 2011, portera sur la plus récente cause de la Cour suprême du Canada en droit des assurances, *Progressive Homes*.
- Un autre webinaire, prévu pour 2011-2012, portera sur les polices d'assurances commerciales de responsabilité générale.
- Un programme à la CJC 2012, à Vancouver. La Section a soumis un projet à l'ABC.
- Un webinaire à venir sur les principes fondamentaux du droit des assurances, dans le cadre de la série « *Maîtres en pratique* » de l'ABC.

Le prochain numéro du bulletin de la Section du droit des assurances, *Droit des assurances*, doit être publié à temps pour la Conférence juridique canadienne de 2011, à Halifax. Deux numéros sont prévus au cours de la prochaine année.

La Section du droit des assurances a lancé une liste de diffusion par courriel à l'intention des membres. Cette liste facilitera l'échange d'idées et constitue une valeur ajoutée pour les membres qui décident d'y adhérer. Le Comité exécutif de la Section a également sa propre liste de diffusion, qui sert tout au long de l'année.

L'Association internationale de droit des assurances (AIDA) a demandé à la Section de devenir son chapitre canadien. Nous étudions présentement les avantages possibles de cette affiliation et la question sera à l'ordre du jour de la réunion d'automne 2011 du Comité exécutif.

# PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

---

PRÉSIDENTE : STEPHANIE CHONG

La Section de PI a connu une autre année très productive en 2010-2011. Sa plus importante réalisation restera la présentation d'un mémoire sur la réforme du droit d'auteur en dépit d'un débat et d'une opposition ardue. D'autres mémoires ont été présentés par le Comité des brevets. La Section continue de produire des sommaires de causes et des programmes de DP très réussis, y compris le programme annuel sur la plaidoirie devant la Cour fédérale, tenu en marge du populaire Dîner des juges de la Cour fédérale. Les divisions provinciales participent activement aux activités de sections. L'Exécutif se réunit environ une fois par mois et complète présentement les dossiers en suspens de l'année, y compris la restructuration des comités et la limitation des mandats de présidents de comités pour assurer un roulement opportun. La Section était représentée aux réunions de cette année du Conseil des sections nationales, et sera représentée à la CJC de Halifax.

Voici quelques faits saillants de l'année qui s'achève :

- Présentation d'un mémoire sur le projet de loi C-32 (*Loi sur la modernisation du droit d'auteur*), grâce aux efforts herculéens du groupe de travail et de l'Exécutif. Même si le projet de loi C-32 est mort au feuillet avec le déclenchement de la dernière élection fédérale, la réforme du droit d'auteur reste un sujet chaud et le mémoire restera pertinent quand la question reviendra à l'ordre du jour du nouveau Parlement.
- Le Comité des brevets a présenté deux mémoires au gouvernement fédéral.
- La Section revoit présentement sa structure de comités. L'objectif est de revigorer les comités inactifs et limiter la durée des mandats de présidents pour assurer un roulement opportun. Les modifications entreront en vigueur durant le mandat 2011-2012.
- La Section était l'hôte du 22<sup>e</sup> Dîner annuel des juges de la Cour fédérale, à Ottawa, le 5 mai 2011. Ce dîner permet de rendre hommage à la contribution de praticiens chevronnés et de juges de la Cour fédérale et de la Cour d'appel fédérale.
- Un programme printanier de DP a été offert en marge du Dîner des juges de la Cour fédérale, sous le thème « La plaidoirie en matière de propriété intellectuelle : l'art du contre-interrogatoire ».
- Également en marge du Dîner des juges de la Cour fédérale, la Section était l'hôte de la 5<sup>e</sup> séance de discussion ouverte, à Ottawa, le 5 mai 2011. Cette rencontre constitue un forum permettant aux membres du Barreau et de la Cour fédérale d'engager un dialogue sur l'exercice du droit de la propriété intellectuelle devant les tribunaux.
- Un programme estival de DP aura lieu le 16 août 2011, sous le thème *L'art du règlement des différends* (dans le cadre de la CJC de l'ABC).
- Les membres du Comité exécutif ont continué de participer au Comité du Groupe de la PI (formé de représentants de la Cour fédérale et de la Section). Il s'agit pour nous d'une

occasion de plus de communiquer avec la Cour fédérale en matière de gestion des dossiers litigieux de propriété intellectuelle.

- La Section a parrainé le *2011 Harold J. Fox Moot* (simulation de procès) et présenté le prix *Don Sim Advocacy Award* dans le cadre de cette activité, le 18 et le 19 février 2011. La Section s'est engagée à commanditer l'activité en 2012 (date à déterminer).

# DROIT INTERNATIONAL

---

Non soumis.

# DROIT DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

---

PRÉSIDENTE : AMY R. GOUGH FARNWORTH

## Réalisations de l'année en cours :

- Succès du programme conjoint de DP avec les Sections du droit administratif et du droit de la vie privée en 2010
- Réunion du Comité exécutif de la Section, conjointement avec le programme 2010 de DP
- Réunion de novembre avec le ministère de la Justice et le président du Conseil canadien des relations industrielles, conjointement avec le programme 2010 de DP et la réunion du Comité exécutif de la Section

## Comités et groupes de travail de la Section :

- Les activités de la Section ont été réparties en groupes de travail pour favoriser des interventions opportunes et spécialisées. En voici la liste :
- Bulletin de la Section – Perspectives – 1 rédacteur principal et deux rédacteurs subalternes (3 numéros : automne 2010, hiver 2010, printemps-été 2011).
- Comité du contenu du site Web – Surveillance et mise à jour du site Web.
- Groupe de travail sur les questions de pandémies – Formé de l'Exécutif et de membres de la Section dans plusieurs provinces, le groupe de travail examine les effets d'une pandémie (avant, pendant et après) en milieu de travail et d'emploi. Une fois les enjeux recensés, le Groupe de travail entend préparer de la documentation pour utilisation dans l'exercice du droit.
- Comité directeur de la DP nationale – Participation et contribution, au nom de la Section, au développement du programme annuel conjoint de DP avec la Section du droit administratif, du droit du travail et de l'emploi, à Ottawa. Le prochain programme aura lieu le 25 et le 26 novembre 2011.
- Liaison avec le ministère de la Justice – Collaboration, au nom de la Section, avec les personnes-ressources du ministère pour préparer l'ordre du jour et le programme de la rencontre annuelle entre l'Exécutif de la Section et les représentants du ministère (la prochaine réunion aura lieu le 24 novembre 2011).
- Liaison avec l'ABA – Liaison, au nom de la Section, avec la Labour & Employment Law Section de l'ABA. [Rapport disponible sur demande].
- Comité des mémoires – Aide à la préparation des contributions de la Section aux réponses de l'ABC adressées au gouvernement et aux autres entités.
- Groupe de travail pour développer un concours de rédaction de la Section pour étudiants en droit.

## Activités de liaison :

- Liaison accrue avec la Labour Section de l'ABA (chargé de liaison présent à la conférence/réunion de la section américaine)
- Le groupe de travail sur la gestion des questions relatives aux pandémies collaborera avec les Sections du droit de la santé et du droit de la vie privée
- Prix 2011 du CSN : la Section du droit du travail et de l'emploi a proposé la candidature de la Section nationale du droit administratif

### **Réunions du Comité exécutif de la Section :**

- Conférences téléphoniques du Comité exécutif aux 6 à 8 semaines
- Conférences téléphoniques pour certains comités et groupes de travail
- Réunion de planification (en personne) en novembre, conjointement avec le programme de DP à Ottawa (ouverte à tous les membres de la Section)
- Réunion de la Section à la CJC – ouverte à tous les membres de la Section

### **Objectifs – 2011-2012 :**

- Conférence annuelle conjointe de DP avec la Section du droit administratif – thèmes à confirmer selon la présence des conférenciers - 25-26 novembre 2011 (à Ottawa). À noter : La juge en chef de la CSC, Beverley McLachlin, est confirmée comme conférencière.
- Deux ou trois bulletins de Section
- Engagement accru des membres
- Réunion d'automne 2011 avec le ministère de la Justice
- Inclusion, de nouveau, d'une réunion du CCRI (Conseil canadien des relations industrielles), de concert avec celle du MJ
- Liaison accrue avec les présidents des divisions provinciales et territoriales
- Poursuite des rapports avec la Labour & Employment Law Section de l'ABA
- Développement d'un concours de rédaction de la Section pour étudiants en droit
- Réunions en personne du Comité exécutif (au moins une demande de financement soumise pour une seconde réunion au budget de 2011-2012)

# GESTION DE LA PRATIQUE DU DROIT ET TECHNOLOGIE

---

PRÉSIDENT : JEAN-FRANÇOIS DE RICO

La Section a été peu active au cours de la dernière année. À l'automne, les membres du comité exécutif ont échangé des idées sur les moyens d'augmenter sa visibilité et d'optimiser son contenu.

L'Exécutif de la Section a décidé de ne pas tenir de réunion en personne en 2010-2011, préférant les conférences téléphoniques et les moyens de communication électronique.

La Section a préparé et soumis un projet de programme de DP conjoint qui aura lieu à la Conférence juridique canadienne de Halifax, en août 2011. Le programme sera présenté en collaboration avec trois autres groupes (Forum des avocates, Conférence des juristes exerçant en petits cabinets, seuls ou en pratique générale et PAJ). Deux membres de l'Exécutif de notre Section participeront à titre de conférenciers. Cette présentation conjointe reflète bien les avantages de la collaboration entre sections de l'ABC. Ce fut une excellente occasion de rencontrer des représentants d'autres sections.

Le projet de publier un bulletin « national » sur la pratique du droit, intégrant un apport des sections provinciales, est en gestation. La Section cherche aussi à intensifier l'achalandage sur sa page Web.

L'effectif du groupe LinkedIn de la Section s'est accru et le forum est régulièrement animé par ses membres, qui échangent sur différents thèmes liés à la gestion de la pratique du droit et à la technologie.

# DROIT MARITIME

---

## PRÉSIDENT : PETER SWANSON

La Section nationale du droit maritime a connu une année 2010-2011 plutôt achalandée, même si le front législatif était relativement calme.

Comme le transport maritime est international, presque par définition, plusieurs des lois canadiennes de transport maritime s'inspirent des traits internationaux. Le Canada est d'ailleurs un joueur actif sur le plan diplomatique. Il arrive donc fréquemment que Transports Canada demande des commentaires du barreau privé sur les projets de traités internationaux (doit-on ratifier tel ou tel traité, comment le Parlement doit-il le mettre en œuvre sur le plan législatif, etc.) En 2010-2011, la Section a soumis deux mémoires à Transports Canada :

- 1) À l'automne 2010, nous avons présenté un mémoire à Transports Canada sur la *Convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves, 2007 (la Convention de Nairobi)*. Cette convention s'applique aux épaves à l'extérieur des eaux territoriales. Nous pensions qu'il était à l'avantage du Canada d'adhérer à la Convention et, au moment de la mettre en œuvre, de créer une loi canadienne qui s'appliquerait aux épaves à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur des eaux territoriales du Canada.
- 2) En janvier 2011, nous avons présenté un mémoire à Transports Canada sur la *Convention internationale de 2010 sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses (Convention (SNPD) de 2010)* en réponse à un document de travail d'octobre 2010. Ce document recommandait notamment que la *Loi sur la responsabilité en matière maritime* soit modifiée pour y inclure la *Convention SNPD*. Nous étions généralement d'accord de procéder par voie législative, plutôt que par règlement.

D'autre part, la Section a rencontré des représentants du ministère fédéral de la Justice en novembre 2010 dans le cadre de la 22<sup>e</sup> rencontre annuelle entre les sections nationales de l'ABC et le ministère de la Justice, à Ottawa. Plusieurs membres étaient présents et l'ordre du jour était étoffé. Un groupe de travail composé de membres de notre Exécutif et d'avocats du ministère de la Justice a été créé; ce groupe aura pour mandat de déterminer s'il est possible de s'entendre sur un libellé type pour assurer la sécurité du gouvernement canadien face à des réclamations contre des navires sous juridiction fédérale ou sous la *common law*. Le groupe de travail a entrepris ses travaux, qu'il espère compléter d'ici l'automne 2011, à temps pour la 23<sup>e</sup> rencontre annuelle entre les sections nationales de l'ABC et le ministère de la Justice.

Une réunion du Comité exécutif et la réunion générale annuelle de la Section, ouverte à tous les membres de la Section, ont eu lieu à Québec, le 4 juin, et encore une fois, plusieurs membres ont participé aux réunions.

# DROIT DE L'INFORMATION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

---

Non soumis.

# DROIT MILITAIRE

---

PRÉSIDENT : GILLES LEVASSEUR

## Faits saillants -

- DP, le 14 juin, à Ottawa, sur les pratiques judiciaires, y compris une séance sur la prérogative royale au Canada. Des conférenciers y ont discuté des interprétations de la prérogative royale au Canada et dans les procès militaires.
- Deuxième concours annuel de dissertation de *Salut militaire* : plusieurs candidatures reçues. Affiches et circulaires expédiées aux doyens des facultés de droit canadiennes pour annoncer le concours. Prix de 250 \$ ainsi qu'une inscription gratuite à la conférence de DP du printemps de cette année et la publication de la dissertation gagnante dans *Salut militaire*.
- À l'automne 2010, présentation avec les avocats du secteur public de C.-B., sous la coordination du Lieutenant-colonel Randy Callan (membre de l'Exécutif de la Section du droit militaire), sur les aspects juridiques du soutien aux Jeux olympiques de 2010. Nous espérons collaborer, à l'avenir, avec d'autres sections de l'ABC.

## - Objectifs -

- Poursuivre nos réunions avec le JAG et ses adjoints, en vue d'une meilleure coordination d'activités de développement professionnel;
- Poursuivre le concours de dissertation en droit militaire;
- Continuer de surveiller les projets de loi et les projets de réforme du droit;
- Préparer des activités régionales pour célébrer le 100<sup>e</sup> anniversaire de la création du JAG;
- Poursuivre les projets dans *Salut militaire*, avec publication d'articles originaux sur le droit militaire et d'articles publiés précédemment, mais toujours pertinents;
- Publier la dissertation gagnante du concours Salut militaire 2010-2011 dans un des prochains numéros de *Salut militaire*;
- Continuer de proposer des renseignements utiles aux membres sur la page Web de la Section.

## - Séance annuelle de planification -

- Réunion de l'Exécutif, le 14 juin 2011, conjointement avec le programme de DP de la Section. La Section se réunit à chaque printemps, à Ottawa, pour discuter de ses objectifs.

## - Communications -

- Bulletin - *Sword & Scale/Salut militaire*
- Page Web de la Section
- Mises à jour par courriel aux membres
- Développement professionnel (programmes nationaux et CJC)

## - Activités de liaison -

- Bureau du Juge-Avocat général
- Cour d'appel de la Cour martiale
- Comité des griefs des Forces canadiennes

- Comité d'examen des plaintes concernant la police militaire
- Ombudsman des Forces canadiennes

## DROIT MUNICIPAL

---

### PRÉSIDENTE : DENISE JAKAL

Depuis le mois d'août 2010, la Section nationale du droit municipal a organisé un webinaire sur les approvisionnements (9 juin 2011), publié deux numéros de notre bulletin, *La tribune*, et organisé pour Halifax une présentation avec un panel de conférenciers qui aborderont le thème de la Détérioration du tissu urbain : Questions émergentes et interventions municipales – culture de marijuana sur le tissu urbain, réglementation en matière d'affiches et de panneaux d'affichage, des répercussions des quartiers étudiants sur les quartiers résidentiels, ainsi que des problèmes occasionnés par la décroissance démographique. Notre vice-présidente, Mary Ellen Donavon, c.r., avocate de la municipalité régionale de Halifax, a organisé un Forum sur les services ferroviaires (*Rail Issues Forum*) qui doit avoir lieu immédiatement après la Conférence juridique canadienne.

Notre Exécutif de section se réunit régulièrement par conférences téléphoniques, et même si le pays est vaste, nous avons appris à bien nous connaître.

L'année a été palpitante grâce aux efforts d'un Exécutif et de membres enthousiastes – Merci à tous et à toutes!

# DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES

---

PRÉSIDENT : ANDRÉ TURMEL

## FAITS SAILLANTS

La SNDEER achève une année fort productive, avec un nombre de réalisations bien au-delà de la normale.

Voici trois faits saillants :

1. La SNDEER a préparé et dirigé une délégation aux négociations de l'ONU sur les changements climatiques à Cancun en décembre 2010. Cette intervention s'ajoute aux travaux de la délégation à la conférence de la CCNUCC à Copenhague en 2009.
2. La SNDEER a modifié ses règlements pour admettre un représentant de sa section sœur des États-Unis comme membre de droit non-votant au comité exécutif canadien. L'ABA a entériné un arrangement réciproque.
3. La SNDEER a attiré plus de 65 participants aux réunions annuelles de l'ABC et du ministère de la Justice.

## ACTIVITÉS

- En avril 2011, une conférence de DP très réussie (forte participation, commentaires positifs) s'est déroulée dans le cadre de la réunion annuelle de la Section à Banff. Plus de 35 juristes y étaient, y compris quelques membres de l'ABA.
- La SNDEER a tenu une autre réunion très fructueuse avec le ministère de la Justice à l'automne 2010. Y participaient des représentants de la Section, de l'ABA et de trois ministères fédéraux (Environnement, Ressources naturelles, Justice). Une importante composante formation fait partie de cette activité. Le programme de novembre 2011 est déjà en préparation.
- La SNDEER organise un programme intitulé *Approaches to Off-Shore Oil Development in Canada* à la CJC de l'ABC, à Halifax.

## LÉGISLATION ET RÉFORME DU DROIT

Avec l'aide du personnel de l'ABC, la SNDEER présentera une résolution sur les changements climatiques à la CJC et Expo 2011, à Halifax (N.-É.).

## COMMUNICATIONS

Les dirigeants et les membres du Comité exécutif ont tenu des réunions régulières par conférence téléphonique. La Section a également publié deux bulletins en ligne (Éco-Bulletin) et organisé son 6<sup>e</sup> Concours de dissertation pour les facultés de droit canadiennes.

# RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES SOCIAUX

---

PRÉSIDENTE : JULIE VANDAL-LEMOYNE

## RÉUNIONS ET SÉANCES ANNUELLES DE PLANIFICATION

- Réunion en personne de l'Exécutif le 19 novembre 2010 à Toronto.
- Conférences téléphoniques de l'Exécutif aux deux mois environ, tout au long de l'année, conjointement avec des séances de planification.
- Réunion d'affaires de la Section, prévue le 15 août 2011 à la CJC de Halifax.
- Séance de DP en ligne sur la réforme des régimes de retraite, en octobre 2011.

## DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL

- Séance de DP en ligne, intitulée « Questions de régimes de retraite et autres prestations dans le cadre d'insolvabilités et de restructurations : La nouvelle frontière », le 27 octobre 2010. Trois conférenciers, environ 70 participants.
- Réunion de la Section avec l'Institut des fonds d'investissement du Canada (IFIC), durant notre réunion en personne de novembre 2010.
- Séance conjointe de DP à la CJC d'août 2011, à Halifax, avec les Sections du droit de l'emploi et du travail, et du droit administratif.

## MÉMOIRES ET AUTRES ACTIVITÉS

Les mémoires suivants ont été présentés :

- À l'Association canadienne des organismes de contrôle des régimes de retraite (ACOR) sur les normes de prudence pour les placements et les responsables de caisses de retraite (*Pension Plan Prudent Investment Practices Guideline*), le questionnaire d'autoévaluation sur les pratiques prudentes de placement (*Self-Assessment Questionnaire on Prudent Investment Practices*) et la ligne directrice sur la politique de financement des régimes de retraite (*Pension Plan Funding Policy Guideline*).
- Au ministère fédéral des Finances sur les régimes de pensions agréés collectifs.
- Au ministère fédéral des Finances, au nom de la Coalition pour la bonification des revenus de retraite, sur les travailleurs autonomes et les véhicules de planification de retraite.
- Au sujet du projet de loi 30 - *PEI Pension Benefits Act*.
- Avec la Section du droit de la faillite et de l'insolvabilité, à propos du projet de loi C-501 - Loi modifiant la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* et d'autres lois (protection des prestations).

### Autres activités :

- Communications avec les avocats québécois en droit de régimes de retraite (une quinzaine) sur l'éventuelle création d'une division québécoise de la Section.
- Communication entreprise avec la section correspondante de l'ABA en vue d'une éventuelle collaboration et une activité conjointe.
- Résolution proposée à l'Assemblée de la mi-hiver de l'ABC sur la protection des REER et des FERR contre les créanciers. Cette résolution n'a pas été adoptée; elle reste en suspens.

## **COMMUNICATIONS**

- Publication de deux numéros du bulletin *À votre avantage*, en décembre 2010 et en juin 2011.
- Mise à jour régulière du site Web par l'entremise d'un comité du site Web de la Section.

# DROIT DE LA VIE PRIVÉE ET DE L'ACCÈS À L'INFORMATION

---

PRÉSIDENTE : JEAN NELSON

## SURVOL

La Section du droit de la vie privée et de l'accès à l'information en est à sa neuvième année d'existence. Formé de membres de différentes régions du pays, l'Exécutif se réunit mensuellement (et par réunion spéciale) par conférence téléphonique.

Au cours de la dernière année, les activités de développement professionnel et les interventions législatives ont continué à dominer l'agenda de la Section.

## DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL

- En septembre 2010, à Ottawa, la Section a présenté à guichets fermés son premier symposium du droit de la vie privée et de l'accès à l'information. À l'ordre du jour, des panels avec les commissaires fédéral et provinciaux de vie privée et d'accès à l'information. Des représentants des organismes de réglementation fédéraux et provinciaux siégeaient au comité de coordination. La préparation d'un second symposium, du 3 au 5 octobre 2011, toujours à Ottawa, est en marche. L'événement aura lieu conjointement avec la Conférence internationale des commissaires à l'information.
- Un groupe de travail de la Section a complété les préparatifs d'accréditation, de formatage et de contenu du programme de développement professionnel sur la vie privée dans l'exercice du droit, qui doit être présenté à Halifax dans le cadre de la CJC, le 16 août 2011. On y lancera, à l'intention des juristes, un manuel du Commissaire canadien à la protection de la vie privée sur la LPRPDE et l'exercice du droit.

## LÉGISLATION ET RÉFORME DU DROIT

- La Section a mis la dernière main aux projets de mémoires sur la LPRPDE et l'accès autorisé. Elle réexaminera ces mémoires attentivement quand les projets législatifs seront réintroduits.
- La Section a aussi participé aux consultations d'Industrie Canada pour le 30<sup>e</sup> anniversaire des lignes directrices de l'OCDE sur la protection de la vie privée.

## COMMUNICATIONS

- La Section a publié un bulletin électronique cette année et a toujours des articles en réserve pour un prochain numéro, sans doute à l'automne 2011. L'édition de décembre 2010 mettait l'accent sur des décisions de tribunaux québécois et sur des résumés de causes.

# DROIT IMMOBILIER

---

PRÉSIDENT : RAYMOND G. LECLAIR

## Activités en cours :

- Conférences téléphoniques mensuelles de l'Exécutif et des présidents de divisions pour échanger des idées et poursuivre les dossiers;
- Compilation d'un graphique pancanadien de comparaison de la pratique en droit immobilier à des fins éducatives, soutien à l'intercoopération et unir une section fondée sur des lois, règles et pratiques provinciales;
- Suivi de différents dossiers, y compris :
  - o Exercice sans autorisation du droit (Chambre et Barreau du Québec);
  - o Contrats de services de relocation nationale du gouvernement fédéral, qui limitent les honoraires et services des avocats sans possibilité d'intervention du Barreau;
  - o Les prêteurs qui écartent les avocats du secteur hypothécaire;
  - o Tiers fournisseur de services et fournisseurs d'assistance aux logiciels;
  - o ACI/entente avec le Bureau de la concurrence/suivi au dossier REALTOR.ca;
  - o Examen du système de paiements du Canada et risques et pratiques liés aux chèques falsifiés;
  - o Lignes directrices sur la pratique/barèmes d'honoraires;
  - o Activités des sections provinciales et dossiers les concernant;
  - o Nouveauté – courriel mensuel à tous les membres de la Section pour les renseigner sur les dossiers en cours et obtenir leurs commentaires.

## Réunions :

- Réunion annuelle de planification du Comité exécutif et des présidents de divisions, à Ottawa, le 20 et le 21 novembre 2010
- Section représentée à l'Assemblée de la mi-hiver de Charlevoix en 2011 et à la CJC de l'ABC à Niagara Falls en 2010
- CJC de l'ABC – Halifax (N.-É.) – 15 août 2011 – Réunion de la Section pour rencontrer tous les membres et discuter de questions d'intérêt
- Automne 2011 – Réunion annuelle de planification de l'Exécutif et des présidents de divisions, à Ottawa

## Développement professionnel :

Préparation du programme automnal en ligne de l'ABC, « Comment apprivoiser les Clauses standard » (titre provisoire), qui sera présenté le 7 décembre 2011, de midi à 13 h 30. Conférenciers : Jeffery Lem et Tim Kennedy.

**Bulletin :**

- Diffusion d'ici peu du prochain numéro.

# DROIT FISCAL

---

## PRÉSIDENTE : ELAINE MARCHAND

La participation du Comité mixte sur la fiscalité de l'Association du Barreau canadien et de l'Institut canadien des comptables agréés (le « Comité mixte ») constitue la principale activité de la Section du droit fiscal (la « Section »). Le président et le vice-président de la Section de droit fiscal occupent respectivement la coprésidence et la coveice-présidence du Comité mixte.

### **Législation et réforme du droit**

Le Comité mixte présente des mémoires au ministère des Finances et à l'Agence de revenu du Canada sur diverses questions d'ordre fiscal et rencontre des fonctionnaires de ces deux entités.

Voici un aperçu des principales activités du Comité mixte depuis notre rapport d'activités du 27 mai 2010 au Conseil :

1. Une réunion en personne (novembre 2010) et des conférences téléphoniques avec des représentants du ministère des Finances concernant le statut de mémoires en suspens et divers dossiers techniques;
2. Sept mémoires au ministère fédéral des Finances sur une variété de thèmes, y compris le Bulletin fiscal : Propositions législatives du 27 août 2010 visant à mettre en œuvre des mesures prévues dans le budget de 2010 et d'autres mesures déjà annoncées; les modifications techniques (16 juillet 2010); les mesures relatives à la déclaration des renseignements concernant les opérations d'évitement fiscal; et l'avant-projet de règles sur les fiducies de placement immobilier (16 décembre 2010).

### **Communications**

Le Comité mixte a tenu deux réunions en personne et des conférences téléphoniques occasionnelles pour tenir les membres informés des dossiers en cours. Les membres de la Section du droit fiscal qui sont également membres du Comité mixte y participaient. Ces appels et réunions ont eu lieu en juin, octobre et novembre 2010, et en mars et mai 2011.

Des membres du Comité exécutif de la Section ont présenté des mises à jour de projets du Comité mixte à l'occasion d'activités organisées par les sections de droit fiscal de divisions (Ontario, en septembre 2010; Québec, en mars 2011). La mise à jour des activités de la Section a été acheminée à tous les membres en avril 2011.

Le 28 avril 2011, en collaboration avec la Cour canadienne de l'impôt et l'Association canadienne d'études fiscales, la Section a organisé une réception à l'occasion de la réunion conjointe du Comité des règles de la Cour canadienne de l'impôt et du Comité de la Cour canadienne de l'impôt et du barreau. Plus de 100 membres y ont participé.

### **Développement professionnel**

Du 29 mai au 3 juin 2011, la Section parraine son programme annuel d'une semaine de DP intitulé « Le droit fiscal à l'intention des avocats et avocates ».

# TESTAMENTS, SUCCESSIONS ET FIDUCIES

---

PRÉSIDENTE : KAREN A. PLATTEN

## Faits saillants et réalisations de l'année

- Réunion de la Section à Ottawa, le 2 avril 2, 2011, pour discuter des activités de l'année et des projets futurs.
- Production de deux bulletins en 2010-2011. Deux autres sont prévus pour l'année en cours. Le bulletin contient des articles d'intérêt, des sommaires de causes et les faits saillants de l'actualité et des tendances dans l'exercice du droit.
- La Section travaille toujours à l'élargissement de la couverture de la Concordance nationale sur le droit des successions. Des mises à jour annuelles sont produites.
- La Section a commandité un DP en ligne intitulé « Testaments et successions – Résolution de problèmes : l'ancien redevient actuel ».
- Préparation en cours de la prochaine séance de DP en ligne et d'un projet de DP pour la Conférence annuelle de l'ABC à Vancouver en 2012.
- Poursuite des travaux de préparation d'un mémoire au ministère des Finances sur la déduction fiscale des dons résiduels (*remainder gifts*) aux organismes de bienfaisance.
- Participation à un comité spécial de la Convention de La Haye pour l'étude des enfants lors de situations de maternité de substitution génétique.

## Objectifs

- Achever la mise à jour et le développement de la Concordance nationale sur le droit des successions, produire des mises à jour régulières et compléter la négociation d'un nouveau contrat avec Carswell et, possiblement, CCH.
- Poursuivre les projets législatifs, étoffer les projets de réforme et envisager de nouveaux projets y compris un examen des normes de fiducies non réglementées.
- Produire le bulletin de la Section, de deux à quatre fois l'an.
- Produire un webinaire annuel d'intérêt national.

# Conférences

# PRÉSIDENTS ET PRÉSIDENTES DE CONFÉRENCES

---

PRÉSIDENT : PATRICK I. CASSIDY, C.R.

Les conférences touchent à plusieurs sphères d'activités y compris la réforme du droit, le développement professionnel et des projets spéciaux de services aux membres. Pour plus amples renseignements sur la vaste gamme d'activités et de services spécialisés offerts par les conférences, veuillez consulter les rapports individuels de chaque conférence.

## **Présidents et présidentes de conférences**

Les conférences continuent de se rencontrer trois fois l'an pour discuter de questions d'intérêts communs. Deux fois par année, dans le cadre de l'Assemblée de la mi-hiver et de la conférence annuelle de l'ABC, ces réunions comprennent une mise à jour conjointe, avec le Conseil des sections nationales, qui ajoute sans dédoubler des renseignements précieux sur l'ABC. Pour les conférences et les sections, il s'agit d'une excellente occasion de s'informer des nombreux projets en cours.

Les présidents et présidentes de conférences participeront de nouveau avec les présidents et présidentes de sections à une séance de formation en personne pour les membres de l'Exécutif, à Ottawa, en octobre. Dans le cadre de cette formation, un manuel d'orientation sera élaboré et distribué à tous les membres de l'Exécutif des conférences.

## **Développement professionnel**

Les conférences continuent d'offrir des programmes de développement professionnel aux membres à la Conférence juridique canadienne. Cette année, le Forum canadien des juges, la Conférence des juristes exerçant en petits cabinets, seuls ou en pratique générale, le Forum des avocates et le PAJ présentent des programmes de DP dans le cadre du programme général. Le Conférence des juristes d'expression française de common law présentera un programme similaire aux réunions d'affaires de ses membres.

## **Communications/Services aux membres**

Plusieurs conférences communiquent avec leurs membres par l'entremise d'activités et de réceptions pour les remises de prix de reconnaissance. La COIS a tenu avec grand succès une réception à Calgary, en mai. Plus de 40 personnes y ont participé et la Conférence croit que cette activité servira de tremplin pour la formation d'une nouvelle section de la COIS à cet endroit. À la CJC, le Forum des avocates, la COIS et le Forum des juristes du secteur public organisent des réceptions pour reconnaître et célébrer l'excellence dans leurs sphères.

## **Mot de la fin**

C'est ma dernière réunion à titre de président des présidents et présidentes de conférences. Le 1<sup>er</sup> septembre, Lucille Birkett, présidente de la Conférence des juristes exerçant en petits cabinets, seuls ou en pratique générale, prendra la relève.

Je voudrais profiter de l'occasion pour remercier les conférences de la qualité des produits et services qu'ils continuent d'offrir aux membres. Elles regorgent d'énergie bénévole. Je voudrais aussi remercier l'Exécutif, le Bureau d'administration, le Conseil et le Comité des finances de l'ABC pour leur appui soutenu aux conférences. Ce fut un plaisir pour moi de travailler avec le personnel de l'ABC durant mon mandat et, en particulier, avec Jennifer Lalonde.

# FORUM DES JUGES CANADIENS

---

## PREMIÈRE COPRÉSIDENTE : L'HONORABLE MICHELLE FUERST

### **Activités de la Conférence juridique canadienne**

Encore cette année, le Forum des juges canadiens participe aux réunions de la Conférence juridique canadienne de l'Association du Barreau canadien à Halifax (Nouvelle-Écosse), en août 2011. Le dimanche après-midi, nous offrirons une réception pour les juges et leurs invités.

Le lundi matin, le Forum des juges présentera un programme de développement professionnel fort intéressant ayant pour thème *Outrage au tribunal : perspective des juges*. À la fin de cette séance, une présentation spéciale sera faite par le Forum des juges à l'honorable M. le juge Jamie Saunders. Immédiatement après, le Forum tiendra sa réunion d'affaires annuelle.

Finalement, le Forum s'associera de nouveau avec l'Association canadienne des juges de cours supérieures pour présenter la Conférence de la Journée des juges, au Quai 21.

### **Vox Judicia**

Le Forum des juges continue de produire un excellent bulletin pour les membres de la magistrature. Le bulletin est distribué électroniquement à la majorité des juges canadiens. Cette publication nous permet de communiquer avec les juges partout au Canada, et à les encourager à adhérer à l'ABC et de s'impliquer dans la communauté juridique et le Forum des juges.

### **Adhésion**

Conformément à ses règlements, le Forum des juges favorise la participation des juges de tous les tribunaux d'archives. Nous sommes ravis de compter parmi nos membres des juges de très haut calibre qui se sont distingués dans plusieurs champs de droit.

Le véritable défi du Forum des juges canadiens, c'est de recruter des membres de tous les niveaux de tribunaux et de toutes les régions du Canada. Nous tentons d'équilibrer l'effectif en nommant un membre d'une cour supérieure à tous les deux ans, et un membre d'une cour provinciale ou territoriale à tous les deux ans. Nous réussissons jusqu'à maintenant.

Le Forum des juges est très important parce qu'il permet d'acheminer les préoccupations des juges par l'entremise de l'Association du Barreau canadien. L'ABC a appuyé les juges par le passé et est devenue l'un des principaux défenseurs des droits et préoccupations de la magistrature. Le Forum des juges vise à maintenir les juges à l'avant-scène au sein de l'Association du Barreau canadien.

# CONFÉRENCE DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE COMMON LAW DE L'ABC

---

PRÉSIDENT : DANIEL BOIVIN

Les grands objectifs de la conférence des juristes d'expression française (« CJEF ») sont de veiller à ce que les activités de l'ABC se poursuivent en français autant qu'en anglais, d'assurer un lien entre l'ABC et la communauté juridique francophone dans les territoires de common law et d'aider l'ABC à faire la promotion de l'accès à la justice dans les deux langues officielles et du respect du français comme langue officielle au sein du système d'administration de la justice.

Avant et pendant la Conférence juridique canadienne de Niagara, la CJEF a été fortement impliquée dans le débat entourant le bilinguisme à la Cour suprême du Canada et le projet de loi C-232. Lors de la dernière année, il fut nécessaire pour les membres de l'exécutif de la CJEF de bien expliquer, à la communauté francophone, le compromis atteint lors de la dernière Assemblée générale de l'ABC.

Le projet de loi C-232 est mort au feuillet, avec la tenue d'élection fédérale, mais la problématique soulevée par le débat subsiste. La question du bilinguisme à la Cour suprême continue de préoccuper les communautés francophones d'un océan à l'autre du pays. Dans cette optique, la solution de rechange au projet de loi C-232 proposée par l'ABC dans sa résolution de l'an dernier, c'est-à-dire une modification à l'article 16 de la *Loi sur les langues officielles*, est une solution intéressante, que l'ABC a proposée au premier ministre Harper. Cette question reste, et restera, une priorité pour la CJEF alors que le gouvernement Harper entame son premier mandat majoritaire.

La CJEF travaille aussi à la promotion des mesures adoptées par l'ABC, modifiant son code de déontologie pour inclure des obligations relativement aux droits linguistiques des clients. Ces dispositions constituent un modèle intéressant pour les provinces qui ont adopté un code différent de celui de l'ABC. La CJEF travaille de près avec la Fédération des associations de juristes d'expression française (« FAJEF ») et ses membres pour la promotion de ce modèle, et pour rappeler l'importance pour les juristes de s'assurer que leurs clients sont bien avisés de leurs droits linguistiques.

La CJEF continue d'assurer un rapprochement entre l'ABC et les communautés francophones hors Québec. Un représentant de la FAJEF siège comme conseiller spécial à l'exécutif de la Conférence, et la CJEF aura encore une fois cette année une réunion conjointe avec la FAJEF et les associations de juristes d'expression française provinciales lors de la Conférence juridique canadienne d'Halifax. Cette collaboration favorise un échange productif et une approche conjointe aux préoccupations communes relativement à l'accès à la justice dans les deux langues officielles.

Finalement, la CJEF désire promouvoir une plus grande utilisation de la langue française dans les activités de l'ABC. La CJEF travaille avec le personnel de l'ABC et d'autres comités pour déterminer des stratégies qui permettraient aux membres francophones de l'ABC de mieux se reconnaître linguistiquement au sein de leur association.

# FORUM DES JURISTES EXERÇANT EN PETITS CABINETS, SEULS OU EN PRATIQUE GÉNÉRALE

---

PRÉSIDENTE : LUCILLE R. BIRKETT, C.R.

Le Forum des juristes exerçant en petits cabinets, seuls ou en pratique générale s'adresse aux membres de l'ABC qui exercent seuls ou en petits cabinets, ainsi qu'aux avocates, avocats et notaires de pratique générale. Nous avons pour objectifs de reconnaître leur rôle, promouvoir leur participation et de parler en leur nom au sein de l'Association; d'organiser des programmes professionnels d'intérêt, portant entre autres sur la pratique, la qualité de vie et la perception publique de la capacité et de la valeur des praticiens en solo, en petits cabinets ou de pratique générale.

## **Activités :**

Réunion annuelle de planification à Ottawa, le 16 octobre 2010, à laquelle assistaient 13 membres dont cinq présidents de divisions qui ont rapporté de nouvelles idées et un enthousiasme renouvelé pour les activités du Forum dans leurs provinces. Les objectifs de l'année prochaine ont été fixés. Des thèmes et des collaborateurs ont été identifiés pour les programmes, les projets et notre bulletin, *Seul maître à bord*.

Conférence téléphonique avec le Groupe de travail de l'ABC sur les conflits d'intérêts, le 5 novembre 2010, pour discuter des problèmes de règles de conflits pour les praticiens seuls ou en petits cabinets.

Participation de la présidente à la réunion des présidents et présidentes de conférences, à Ottawa, le 7 novembre 2010, et dans la région de Charlevoix (Québec), dans le cadre de l'Assemblée de la mi-hiver du Conseil, du 18 au 20 février 2011. La résolution 11-10-M modifiant les règlements du Forum a été adoptée : elle permettra les mises en candidature par la poste, l'élection par bulletin électronique et des mandats plus courts pour les membres sans titre du Comité exécutif, pour promouvoir une plus large participation.

Conférences téléphoniques avec l'Exécutif et les présidents et présidentes de divisions tout au long de l'année pour organiser des activités et discuter des dossiers en cours, y compris le statut et l'impact des techniciens juridiques, et le besoin d'une liste d'avocats contractuels remplaçants en cas d'absence (maladie, congés parentaux, congés sabbatiques, etc.).

## **Réalisations :**

Webinaire ayant pour thème « La gestion efficace des documents au sein d'un petit cabinet », le 15 février 2011.

Organisation conjointe, avec le Forum des avocates, le PAJ et la Section de la gestion de la pratique du droit et technologie, d'un programme agréé de trois heures à Halifax, le 16 août 2011, sur « La création et la gestion d'un cabinet d'avocat individualisé ».

Création de divisions de la Conférence dans le nord et le sud de l'Alberta à compter de septembre 2011.

Approbation de notre première conférence, intitulée *Business Basics in Changing Times*, qui se déroulera conjointement avec notre réunion annuelle de planification à Toronto, en novembre 2011, en collaboration avec la Section des juristes exerçant en petits cabinets, seuls ou en pratique générale et l'Association du Barreau de l'Ontario (ABO).

# PROGRAMME D'AIDE AUX JURISTES

---

PRÉSIDENT : GEORGE HENDY

Des avocats et avocates qui s'entraident, avec compassion : le Programme d'aide aux juristes (PAJ) continue d'appuyer les PAJ provinciaux afin de promouvoir les changements culturels qui permettront d'améliorer la santé et le bien-être des membres de la profession juridique.

## **Quelques faits saillants de 2010-2011 :**

7<sup>e</sup> Symposium annuel LAP/PAJ, *Tips & Tactics for Effective LAPs*, à Montréal, du 5 au 7 novembre 2010. Vingt-et-un représentants du PAJ à travers le pays étaient présents.

Présentation à 81 étudiants en droit de l'Université McGill et de l'Université de Montréal, avec un panel formé de : Guy Quesnel (PAMBA); Fred Headon (Air Canada); Bernard Amyot (Heenan Blaikie); George Hendy (Osler, Hoskin & Harcourt); et l'honorable Pierre Pinard, juge à la retraite de la Cour supérieure du Québec.

Le PAJ soumet régulièrement des articles au blogue SLAW. Jusqu'à maintenant, nous avons proposé six articles, dont trois cette année.

Nous publions le Bulletin du PAJ, distribué deux fois l'an aux présidents et directeurs exécutifs des divisions de l'ABC, aux membres de la Conférence des juristes exerçant en petits cabinets, seuls ou en pratique générale, et à 450 membres de l'ABC qui ont demandé de le recevoir.

Le PAJ a présenté deux webinaires en collaboration avec l'Association d'assurances des juristes canadiens et l'Association d'assurances du Barreau canadien. Un total de 425 personnes se sont inscrites aux deux webinaires.

Présentation conjointe, avec la Conférence des juristes exerçant en petits cabinets, seuls ou en pratique générale, les Jeunes avocats et avocates, le Forum des avocates et la Section de gestion de la pratique et technologie, d'un programme intitulé *La création et la gestion d'un cabinet d'avocat individualisé* à la CJC de 2011.

## **À venir :**

Présentations à des facultés de droit (McGill, Université de Montréal, Université Thompson Rivers).

Le PAJ a créé un groupe de travail pour identifier des options de programmes de santé et de mieux-être pour des membres de la communauté juridique qui vivent dans des régions éloignées ou peu densément peuplées.

8<sup>e</sup> atelier annuel du PAJ, *Understanding & Promoting a Healthy Legal Society in the 21st Century*, à Kamloops (Colombie-Britannique), du 30 septembre au 2 octobre 2011.

Le PAJ, en partenariat avec les programmes provinciaux d'aide aux juristes, tient à remercier ses généreux commanditaires – l'AABC, l'AAJC et l'ABC. Sans leur soutien financier, nos interventions n'auraient pu connaître autant de succès!

# JURISTES DU SECTEUR PUBLIC

---

PRÉSIDENT : MICHAEL WINSTANLEY

## Faits saillants :

- Réunion automnale de l'Exécutif et des présidents de divisions, avec des participants d'un peu partout au pays.
- Offre de documentation de développement professionnel et de FJP à tous les membres par l'entremise de la page Web.
- Poursuite des efforts de recrutement de nouveaux membres, et encouragements à nos membres existants de s'impliquer davantage dans les activités du Forum.
- Présentation du Prix d'excellence John Tait 2010 à Daniel A. MacRury, c.r., procureur de la Couronne en chef pour la région du cap Breton, en Nouvelle-Écosse.
- Production des numéros d'août 2010 et de février 2011 de notre bulletin, Digest.
- Mise à jour de notre page Web en matière de développement professionnel et de DP destiné aux avocats et avocates du secteur public.

## Objectifs :

- Continuer d'organiser « L'heure de l'apéro » et le Prix d'excellence John Tait, pour augmenter notre visibilité et recruter de nouveaux membres.
- Établir des liens avec d'autres sections (droit constitutionnel, droit municipal, droit pénal, droit des autochtones, etc.) qui peuvent abriter des avocats et avocates du secteur public et partager des enjeux et préoccupations similaires.
- Jouer un rôle de chef de file pour les jeunes juristes du secteur public.
- Développer une présentation pour l'ABC sur les moyens d'accentuer la pertinence de l'Association pour les juristes du secteur public.
- Préparer un énoncé de mission pour le Forum (expliquer pourquoi les juristes du secteur public devraient s'impliquer).

# CONFÉRENCE SUR L'IDENTITÉ ET L'ORIENTATION SEXUELLES

---

Non soumis.

# FORUM DES AVOCATES

---

## PRÉSIDENTE : PATRICIA LANE

L'année 2010-2011 a été fort achalandée. Nous continuons de promouvoir la présence des femmes dans la profession juridique et leur promotion dans des postes de gestion.

Étant donné l'importance d'une forte clientèle pour la promotion des avocates aux postes d'associées et de directrices, nous avons cherché à établir des liens avec d'autres femmes professionnelles. Nous sommes fières du succès de notre première conférence, intitulée « Conférence sur le leadership pour professionnelles : Compétences essentielles au succès », qui s'est déroulée à guichets fermés avec 160 inscriptions. La majorité des participantes étaient diplômées depuis au moins cinq ans et plusieurs d'entre elles occupaient des postes de gestion dans des institutions financières, au gouvernement et dans de grandes entreprises. Un nombre appréciable de comptables agréées étaient présentes. Nous recommandons comme modèle pour d'autres conférences de l'ABC cette combinaison de réseautage et d'apprentissage de compétences. C'est à la fois divertissant et efficace. Les femmes de différentes professions ont en commun plusieurs défis, et les échanges avec des professionnelles d'autres disciplines élargissent à la fois le savoir et le bassin de clientèle requis pour permettre aux femmes d'accéder aux postes de gestion en pratique privée.

Nous avons été chaleureusement reçues par la Commission de l'*American Bar Association* sur la situation des femmes dans la profession juridique. Nous sommes les seuls non-Américaines en liaison officielle avec la Commission. À titre de présidente du Forum des avocates de l'ABC, j'ai participé à plusieurs conférences téléphoniques de la Commission, assisté à des réunions en personne à Arlington et Chicago, et participé à *WILL Academy (Women in Law Leadership)*, une activité de deux jours qui a eu lieu à Philadelphie, en avril 2010. Avec la tenue à Toronto de l'assemblée annuelle de l'ABA en août 2011, d'excellentes occasions de réseautage se présentent pour les avocates canadiennes et américaines lors de nos activités conjointes. Ce lien est riche en savoir et en enjeux communs et nous entendons le développer.

Le Forum a tenu sa réunion en personne du Comité exécutif le 27 janvier 2011, à Toronto (notre conférence avait lieu le lendemain). Y assistaient des membres de différentes régions du pays, y compris Melissa Atkinson, représentante de notre plus récente Division, celle du Yukon. Nous avons discuté des projets des divisions et des priorités de la prochaine année.

À la CJC 2010 de l'ABC, à Niagara Falls, nous avons organisé un programme de DP très réussi sur la *Women's Court of Canada*. Notre panel, formé de Mary Eberts, Denise Réaume, Fay Faraday et Sarah Lugtig, a mis l'accent sur la jurisprudence de la *Women's Court of Canada*, perçue comme un outil éducatif et analytique dans les travaux sur l'égalité et en matière de litiges. Les commentaires ont été bien reçus.

Pour la CJC de Halifax, le Forum des avocates collabore avec le Programme d'aide aux juristes, le Forum des juristes exerçant en petits cabinets, seuls ou en pratique générale et la Section de la gestion de la pratique du droit et technologie à la présentation du programme *La création et la gestion d'un cabinet d'avocat individualisé*. Notre vice-présidente, Pascale Pageau, siège au comité organisateur et sera l'une des panélistes.

Le Forum des avocates a soumis un projet intitulé *How to Have Difficult Conversations and Set Boundaries in Legal Practice* pour la CJC de Vancouver, en 2012. Toutes les avocates, à

différentes étapes de leur carrière, rencontrent des clients difficiles et des situations où elles doivent fixer des limites et savoir dire « non ». Parfois, la présence d'éléments éthiques rend les choses encore plus complexes. Quand vous êtes jeune avocate salariée en discussion avec un associé ou associé directeur, ou avec un client aux demandes excessives, vous voulez régler les problèmes tout en maintenant de bons rapports professionnels. La gestion des stress associés à l'exercice du droit requiert l'établissement de saines limites. Les capacités de refuser, d'affronter des comportements offensants ou irrespectueux, de tenir des conversations difficiles et de demander ce que vous voulez et ce dont vous avez besoin constituent des éléments du succès d'une pratique.

Nous publions notre bulletin électronique trois fois l'an. C'est pour nous un important outil de recrutement et les membres ont fait l'éloge de sa qualité. Notre Comité des communications a élargi sa portée par l'entremise du développement de notre site Web.

Le Forum a d'autres projets en cours. Reconnaisant nos privilèges et le pouvoir que nous exerçons, nous avons créé un comité d'action sociale pour tenter de déterminer quelles actions nous pouvons prendre dans le contexte de nos vies occupées et exigeantes. Le Comité exécutif du Forum est convaincu que la majorité des avocates désire contribuer à l'amélioration de la vie d'autres femmes dans le monde. Aussi tentons-nous de développer un modèle qui nous permettra d'agir de façon réaliste. Nous collaborons dans ce projet avec le chapitre canadien de l'*International Association of Women Judges*.

Nous entendons poursuivre les travaux amorcés avec le Comité sur l'égalité en matière de langage non sexiste. Ces travaux ont été quelque peu négligés, mais ils demeurent importants pour notre Comité exécutif et nous entendons les faire progresser.

Finalement, au nom du Comité exécutif et des membres des panels de nos séances de DP, je tiens à remercier Jennifer Lalonde, notre agente de liaison à l'ABC, ainsi que les coordonnateurs de DP et de la CJC, pour un soutien compétent et fort apprécié.

# JEUNES AVOCATS ET AVOCATES – ABC

---

PRÉSIDENTE : LORELEY BERRA

## **Centre d'équilibre travail-vie personnelle**

Les JAA-ABC sont fiers de relancer leur Centre de ressources pour l'équilibre travail-vie personnelle, sur la page Web du site *EnPratique de l'ABC*. Complètement remis à jour, le Centre de ressources propose un imposant répertoire d'information qui aidera les avocats à conserver un équilibre sain entre les engagements personnels et professionnels. On y offre notamment une intéressante variété de balados sur le réseautage, sur le travail bénévole et sur les obligations des jeunes avocats en matière de finances et d'assurances

## **Journée de services juridiques bénévoles par téléphone**

D'abord prévue en mai 2011, la Journée de services juridiques bénévoles par téléphone aura finalement lieu à l'automne 2011. Les membres de la direction nationale de JAA-ABC ont été encouragés à participer lors de leur conférence téléphonique du 24 mai, et ont reçu à cet effet un guide élaboré pour la Journée de services juridiques bénévoles par téléphone de 2009. Jusqu'à maintenant, les sections de Colombie-Britannique, du Yukon, de la Saskatchewan, de l'Ontario et de la Nouvelle-Écosse ont indiqué leur intention de participer. Le succès du projet dépendra de la participation des organisations pro bono locales dans chaque province et territoire.

## **Ensemble de ressources de l'ABC pour futurs associés**

L'Exécutif des Jeunes avocats set avocates continue de faire la promotion de l'Ensemble de ressources pour futurs associés. Lancée l'an dernier, la trousse contient des articles, des fiches de renseignements, une auto-évaluation, ainsi que des balados de conversations avec des associés directeurs, des entraîneurs personnels, de nouveaux juristes, des avocats salariés et d'autres avocats ayant opté pour des cheminements de carrière différents. On y trouve aussi des renseignements utiles sur les choses à considérer avant de signer un contrat d'association.

## **Bulletin des JAA-ABC**

Le plus récent numéro du Bulletin des JAA-ABC, publié le 30 juin, contenait des textes sur le Centre de ressources pour l'équilibre travail-vie personnelle, le Prix pro bono et la CJC, ainsi que des reportages sur la contribution des programmes de stages au succès d'un cabinet et sur les saisons d'une carrière juridique (le printemps, période d'enracinement). Le prochain bulletin sera diffusé à l'automne.

## **CJC 2011 – L'art de plaider gagnant et la Fête de fin de soirée**

Le programme de 2011 dans la série *L'art de plaider gagnant* est intitulé **Conseils pratiques et techniques de plaidoirie devant les tribunaux administratifs**. Il s'agit d'une séance de 90 minutes dans un tribunal de l'Agence environnementale canadienne, suivi d'un survol éducatif et d'un panel de 90 minutes sur les enjeux liés à la pratique devant les tribunaux administratifs. Plusieurs conférenciers prendront la parole, y compris Don Carey, de Stantec Consulting Ltd.; Duff Harper, de Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L., s.r.l.; Tony Crossman, de Miller Thomson s.r.l.; Lesley Griffiths, de Griffiths Muecke; Sarah D. Hansen, de Miller Thomson s.r.l.; et James L. Thistle, c.r., de McInnes Cooper. Un expert autochtone fera aussi partie du panel de conférenciers.

La Fête de fin de soirée des Jeunes avocats et avocates aura lieu au *Lower Deck Pub*, à Halifax, le lundi 15 août. Les JAA-ABC offrent le déjeuner de clôture, le 16 août. Le Prix *pro bono* y est présenté. Simon Sinek y sera le conférencier invité.

**Prix *pro bono* des JAA-ABC**

Dix candidatures sont en lice. Le Prix sera présenté au déjeuner de clôture de la CJC, animé par la présidente Loreley Berra, le 16 août.